

LA RÉÉVALUATION DES BILANS DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES à la suite de la stabilisation du Franc

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
SERA SOUTENU LE JEUDI 21 NOVEMBRE 1929, A 14 HEURES

PAR

Edouard-Louis RICHARD

Président : M. ALLIX.

Suffragants } MM. WAHL
 } ROGER PICARD } *Professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}
ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA RÉÉVALUATION

DES BILANS DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES

à la suite de la stabilisation du Franc

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
SERA SOUTENU LE JEUDI 21 NOVEMBRE 1929, A 14 HEURES

PAR

Edouard-Louis RICHARD

Président : M. ALLIX.

Suffragants. { MM. WAHL
 ROGER PICARD } *Professeurs.*

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}
ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1929



LA RÉÉVALUATION

DES BILANS DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES

A LA SUITE DE LA STABILISATION DU FRANC

INTRODUCTION

Observations préliminaires - Monnaie - Comptabilité
Conséquences de la guerre - Dépréciation monétaire
Plan et méthode du présent ouvrage

Les mesures prises par la plupart des Etats européens belligérants pour faire face aux nécessités de la guerre et, parmi elles, surtout celles qui consistaient à suspendre la convertibilité en or des billets de banque, ont eu de nombreuses conséquences d'une nature toute nouvelle. Tandis que le mark restait égal au mark, la réalité économique ne correspondait plus à cette idée devenue désormais fiction.

Le phénomène de dépréciation accompagné de fluctuations monétaires a provoqué des résultats souvent inattendus et fâcheux dans plusieurs domaines de la vie économique,

et, pendant la guerre, on a été obligé de faire face à des difficultés qui sont allées s'accroissant quand la guerre même a été finie. Chez nous, en France, comme dans la plupart des pays de l'Europe continentale, la dépréciation de la monnaie et l'instabilité des changes, ont caractérisé l'état d'après-guerre. La monnaie s'est trouvée incapable de remplir sa fonction de mesure de valeur, car la qualité essentielle requise d'un étalon est sa stabilité. Or, cette qualité de la monnaie avait cessé d'exister dès 1914.

Inutile de rappeler les nombreux articles parus dans la presse périodique et les monographies qui ont été consacrées, après l'armistice, aux problèmes inhérents à la dépréciation monétaire et spécialement au problème de redressement des bilans qui nous intéresse particulièrement, pour démontrer l'importance et l'actualité de la question. On comprend bien quelle a été l'influence des fluctuations du franc sur la comptabilité. Les opérations comptables dont le but principal est de dresser un bilan, c'est-à-dire un document qui, par sa nature même, est appelé à donner un tableau clair de l'état d'une entreprise, devaient nécessairement manquer leur but, même si elles étaient faites d'une façon correcte.

En effet, le tableau que présente un bilan est un tableau de chiffres exprimant, soit en francs, soit dans une autre monnaie, les résultats de différentes opérations économiques, en les plaçant à l'actif ou au passif, suivant les règles de la comptabilité et la nature des opérations. Le rôle normal du franc, comme mesure des valeurs, analogue à celui du

mètre comme mesure des longueurs, ou du kilogramme comme mesure des poids, est d'assurer la régularité et la sincérité du tableau présenté par le bilan. Or, justement, ce rôle, cette fonction a été bouleversée par la dépréciation et les fluctuations du franc et les comptables se sont vus trop souvent dans l'obligation de procéder à des additions et à des soustractions de chiffres représentant des unités d'une nature toute différente.

Cette situation ne pouvait continuer longtemps sans entraîner de graves perturbations économiques. Aussi les Gouvernements, inquiétés par les désordres qui s'ensuivaient dans tous les domaines de la vie nationale, ont-ils pris des mesures pour revenir autant que possible à un état normal où la monnaie représente un étalon réel des valeurs. A l'époque actuelle, tous les pays ont stabilisé leur monnaie. Après la crise aiguë de 1927, en France, le Cabinet de M. Raymond Poincaré a réussi à rétablir la stabilité de fait du franc, et la loi du 25 juin 1928 a établi à son tour une stabilité légale. Désormais, la fiction du franc-papier égal au franc-or, qui représente la valeur de 0 gr. 29 d'or fin, n'existe plus; le franc stabilisé vaut 0.20 centimes-or de 1914. Il est redevenu une mesure réelle des valeurs.

Cependant, les bilans des Sociétés formées avant la réforme monétaire, ne sont pas pour cela devenus conformes à la réalité. En effet, supposons qu'une Société ait acheté pour 100.000 francs un immeuble en 1913, cet immeuble peut figurer encore au bilan de 1928 pour 100.000 francs. Un autre immeuble, acheté par une autre Société pour

900.000 francs, au mois de juillet 1926, pourra également figurer dans son bilan pour cette valeur; par conséquent, le poste d'Immeubles, dans l'actif du deuxième bilan, sera 9 fois plus important que le poste correspondant de l'autre, tandis qu'ils représentent une même valeur-or, abstraction faite des autres facteurs économiques qui influencent les prix.

Si nous avons toute une série d'immeubles achetés par une même Société à des dates différentes depuis 1913 jusqu'à la stabilisation, on comprend facilement que le poste du bilan où sont portés ces immeubles à leur prix d'achat soit entièrement faussé.

Le redressement des bilans présente de nombreux problèmes financiers, juridiques, comptables et fiscaux, et il est par conséquent étroitement lié au redressement économique du pays entier (1).

La question est en effet d'une telle importance que plusieurs Etats, qui ont effectué l'assainissement de leur monnaie par la voie de la stabilisation, l'ont réglée en même temps que la réforme monétaire. Cependant, comme l'intensité de la dépréciation différerait sensiblement suivant les pays, il faut distinguer dans cet ordre d'idées deux groupes d'Etats : le premier groupe, où la monnaie a subi une dépréciation quasi-complète; le deuxième, où elle a perdu une fraction plus ou moins importante de sa valeur sans que sa puissance d'achat soit entièrement anéantie. L'Allema-

(1) Cf. A.-P. de Mirimonde, dans *Banque*, juillet 1928, p. 409 et suiv.

gne (2), l'Autriche (3), la Pologne (4), dans le premier groupe, ont créé une monnaie nouvelle, et ont ordonné la réévaluation des bilans d'une façon impérative. La Belgique (5) (qui a par ailleurs créé une nouvelle monnaie, le belga), la Tchéco-Slovaquie (6), la Yougo-Slavie (7), dans le deuxième groupe, ont, au contraire, réglé la question des bilans en laissant aux particuliers la faculté de procéder ou non à la réévaluation selon les règles énoncées.

En résumé, chaque pays a réglé la question selon les particularités de sa situation politique et économique.

En France, la stabilisation est un fait accompli, mais la question des bilans n'est pas encore réglée. Dans l'état actuel des choses, les entreprises importantes hésitent, non sans raison, à procéder à la réévaluation de leurs actifs, dans la crainte de subir un impôt pour des plus-values absolument fictives, bien que le législateur n'ait pas encore réglé la question ni établi le taux de cet impôt, et que la jurisprudence administrative n'ait pas encore pris une orientation suffisamment nette. Sauf la Banque de France qui, au lendemain de la stabilisation légale, a refait son

(2) Ordonnances des 19 et 28 décembre 1923, des 14 février et 28 mars 1924.

(3) Loi du 4 juin 1925.

(4) Décrets du Président de la République du 25 juin 1924 et du 17 mai 1927. Décrets du Ministre des Finances des 1^{er} juillet et 21 septembre 1924 et du 18 février 1925.

(5) Circulaire du 6 avril 1927 (réévaluation des stocks); circulaire du 16 juillet 1927 (Révision du prix de revient de l'outillage et des bâtiments, industries et assimilés); circulaire du 21 octobre 1927 (amortissement de l'outillage, etc.); circulaire du 16 février 1928.

(6) Loi du 15 juin 1927; ordonnance du 16 février 1928.

(7) Loi du 7 août 1926; règlement du 17 novembre 1926.

bilan et multiplié par 5 la valeur de son encaisse or, la question peut être considérée comme entière et cette question est la suivante : une loi qui prescrive à toutes les Sociétés de réévaluer en monnaie stabilisée les divers postes de leur actif est-elle nécessaire, ou doit-on laisser aux intérêts privés l'initiative des rajustements qu'ils jugeront convenables ? Tel est le problème tel qu'il se pose devant le législateur français.

Pour le résoudre, il serait dangereux de procéder *a priori*, en partant de principes juridiques ou autres considérés comme immuables. Nous nous trouvons, en effet, en présence d'une situation toute nouvelle, à peu près sans précédent, et qui réclame une méthode appropriée.

Depuis la guerre, dans le désarroi qui a suivi la dépréciation monétaire, les Sociétés privées de toute expérience antérieure, n'ont cessé de se débattre dans des difficultés inextricables, que le législateur lui-même n'a pu aplanir faute de remèdes ayant fait leurs preuves.

A la fin de chaque exercice, le caractère des bilans est apparu de plus en plus faussé ; les méthodes comptables, généralement usitées et basées sur les prémisses d'une monnaie sincère et stable, ont présenté, dans toutes les entreprises, des résultats qui s'écartaient de plus en plus de la réalité.

Il faut donc essayer de dégager le *processus* de ce phénomène de désagrégation progressive dans les bilans successifs et chercher à dégager, par l'étude des chiffres, les facteurs économiques divers dont la représentation conven-

tionnelle par une comptabilité faussée conduisait à des résultats de plus en plus paradoxaux. Pour suivre cette évolution, il nous faudra recourir, au début, à la méthode historique. Et comme la comparaison avec les phénomènes analogues à l'étranger est indispensable, soit parce que les mesures prises ailleurs et les résultats acquis peuvent nous être utiles comme des précédents instructifs, soit parce que le commerce international établit une interdépendance économique entre tous les pays d'Europe plus forte que jamais, ce sera également une méthode comparative.

Ainsi donc, le plan de notre étude nous est tracé par la nature même du sujet.

Dans un premier chapitre, nous allons étudier les conséquences de la dépréciation monétaire sur les entreprises, conséquences reflétées dans leurs bilans; puis nous verrons les effets fâcheux que le caractère faussé des bilans a produits à son tour sur la marche des entreprises; enfin, nous constaterons les résultats souvent inattendus pour les chefs même des entreprises, des méthodes employées, résultats qui sont devenus tangibles quand on a procédé à la réévaluation en or des actifs. A cet effet, nous nous attacherons surtout à l'étude du phénomène en Allemagne, car, dans ce pays, l'acuité de la crise de dépréciation a mis en quelque sorte à nu les traits caractéristiques du mal, qui restaient ailleurs plus ou moins cachés par la succession plus lente et plus confuse des faits.

Nous nous proposons de consacrer le deuxième chapitre

à l'étude des mesures prises à l'étranger pour régler la réévaluation des bilans.

Enfin, le troisième chapitre contiendra l'étude de la situation économique actuelle de la France, et des considérations *de lege ferenda*.

CHAPITRE PREMIER

La répercussion de la dépréciation monétaire sur l'activité des sociétés

SECTION I

Triple fonction de la monnaie. — Troubles de ces fonctions par l'effet de la dépréciation. — Etude du phénomène en Allemagne. — Première période de l'inflation. — Tendances générales accusées dans l'activité économique. — Impossibilité des calculs ordinaires dans les opérations commerciales ayant pour point de départ le prix de revient. — Théorie du coût de remplacement.

Nous avons déjà rappelé qu'un étalon monétaire sert de mesure des valeurs pour les choses *in commercio*. Cependant, il ne faut pas oublier que la monnaie a deux autres fonctions encore : elle sert de véhicule à la circulation des biens suivant l'image impressionnante de la roue d'Adam Smith (8); enfin, la monnaie conserve les valeurs en représentant par elle-même une richesse qui peut à chaque moment prendre une autre forme étant échangée contre des biens quelconques. En effet, la monnaie convertible en or

(8) *Wealth of Nations*, liv. II, ch. 2.

est elle-même une marchandise incorruptible et universellement acceptée : « *Sed quia non semper concurrebat ut, cum tu haberes quod ego desideraren, invicen haberen quod tu accipere velles, electa materia est, cujus publica ac perpetua æstimatio difficultatibus permutationum æquitate quantitatis subveniet* ». (Paul lib. XXXIII, ad ed. D. 18. I. I. pr.).

Or, en période d'inflation, ce lien entre la monnaie et l'or sera rompu; la monnaie étant dépréciée, sa triple fonction sera viciée.

Comment ce phénomène se produit-il dans ses grandes lignes ? Quelle en est au juste la nature ?

Le détenteur de la monnaie qui, voyant diminuer la valeur de celle-ci, constate que sa richesse perd progressivement une fraction de sa substance, tâchera de s'en débarrasser en l'échangeant le plus vite possible contre les biens qui représentent une valeur plus stable; mais, en vertu de la fiction légale, la monnaie reste le moyen libérateur unique et conserve sa qualité d'agent de circulation. Dans ces conditions, la monnaie est indispensable aux opérations de l'échange et le commerçant ou l'industriel, pour éviter l'effritement des valeurs qu'il a entre les mains, n'aura d'autre moyen que d'accélérer le cycle achat, vente, rachat, en plaçant l'argent liquide qu'il possède en immobilisations s'il y a lieu. Quelle en sera la conséquence ? La circulation deviendra fiévreuse, mais son champ sera rétréci. Beaucoup de biens qui devraient rester normalement en circulation seront immobilisés. Le volume des biens en circulation ira

sans cesse diminuant, tandis que le volume de la monnaie nécessaire pour faire circuler ces mêmes biens ira toujours croissant, tout en perdant de sa valeur. La monnaie deviendra alors incapable de remplir sa fonction de mesure; ce seront les choses *in commercio* qui serviront plutôt à mesurer la fraction de valeur que la monnaie conserve encore à un moment donné. Si elle reste toujours un véhicule de richesses, ce n'est qu'en vertu de la fiction légale, et, malgré l'obtination des Etats qui l'imposent, ce véhicule, quoique considérablement élargi, ne sera plus capable d'en transporter qu'un volume de plus en plus infime.

Nulla part cette dépréciation et ses conséquences ne sont apparues avec tant de netteté qu'en Allemagne après la guerre. C'est pourquoi il nous semble d'un intérêt tout particulier de commencer par une étude du phénomène en Allemagne. Cette étude sera d'autant plus instructive que l'inflation allemande s'est développée en deux périodes distinctes : dans la première, qui présente certaines analogies avec la dépréciation monétaire dans les autres pays et particulièrement en France, la monnaie remplit ses fonctions de plus en plus mal, toutefois elle les remplit encore; la deuxième période se caractérise par l'effondrement complet du mark. Dès lors, bien que moyen légalement libératoire, le mark ne représente plus aucune puissance comparable même de loin à sa valeur exprimée jusqu'alors par la locution : *Mark bleibt Mark*. Il se produit un phénomène d'une netteté telle qu'il ressemble à une expérience de laboratoire dont l'étude nous permet de déterminer le caractère topique.

En Allemagne, la monnaie étrangère de compte, durant l'inflation et à cause d'elle, était devenue pratiquement le dollar américain. Le cours du change du dollar déterminait la situation exacte de la monnaie indigène. Le dollar jouissait d'une faveur vraiment prodigieuse, si bien que pendant la deuxième période de l'inflation, deux amis qui se rencontraient dans les rues de Berlin ou dans un café, au lieu d'échanger les propos de courtoisie habituelle : *Wie geht ?* (comment allez-vous ?) se demandaient l'un à l'autre : *Wie Dollar steht ?* (quel est le cours du dollar ?) Ce petit fait mérite d'être relevé; il reflète en effet la psychologie des commerçants, des industriels, des consommateurs, de tout un peuple. Or, les facteurs psychologiques ne sont pas à dédaigner quand il s'agit d'une étude économique.

C'est cette vogue extraordinaire du dollar qui nous incite à donner, dans le tableau ci-dessous, la préférence au dollar sur le mark-or, pour évaluer les variations du mark. En effet, durant l'inflation, on a oublié le mark-or et le rentenmark, introduit au mois de novembre 1923, étant une monnaie nouvelle, n'avait de commun avec le mark d'avant-guerre que le fait qu'il représentait la même partie du dollar (9).

Valeur du mark comparé au dollar

Première période :

Janvier 1919.	7,92
Juillet 1919.	13,47
Janvier 1920.	48,60
Juillet 1920.	37,50
Janvier 1921.	55,50
Juillet 1921.	72,80

(9) Dr H. Schacht, *Die Stabilisierung der Mark* 1927, pp. 53, 71, 74. Cf. aussi, p. 56.

Si nous avons pu, dans le tableau précédent, nous borner à indiquer le cours du dollar tous les six mois, ce procédé ne suffirait plus pour la période suivante. Les chiffres correspondant à cette période le montreront d'une façon assez éloquente. Le cours de janvier 1922 (175,25) est déjà deux fois et demi plus haut que celui de juillet 1921. Sans doute, le cours de janvier 1920 accusait une baisse de même amplitude sur celui de juillet 1919, mais le mark s'était redressé au courant des mois suivants. Désormais, plus de redressement : la chute est verticale. Pour en constater l'accélération, il faudrait noter les cours au moins tous les huit jours, et même, à certaines périodes de paroxysme, toutes les heures. Nous nous bornerons à indiquer, à partir de juillet 1922, le cours du dollar tous les mois, nous omettons seulement le mois d'avril 1923, mois pendant lequel, grâce aux mesures énergiques du Gouvernement, le cours de 20.000 s'est maintenu pour faire place à l'effondrement définitif.

Valeur du mark comparé au dollar

Deuxième période :

Juillet	1922.	374,50
Août	—	670
Septembre	—	1.300
Octobre	—	1.815
Novembre	—	4.937
Décembre	—	6.100
30 décembre	—	7.350
31 janvier	1923 (occupation de la Ruhr)	49.000
29 mars	—	29.975
31 mai	—	69.500
30 juin	—	154.500
31 juillet	—	1.110.000
30 août	—	11.000.000
28 septembre	—	242.000.000
31 octobre	—	72.500.000.000
20 novembre	—	4.200.000.000.000

Déjà, au cours de la guerre, les premiers signes de la dépréciation monétaire apparaissent sur le marché sous la forme de hausse des prix. Le plus souvent cette hausse des prix ne suit pas exactement l'avilissement de la monnaie et les prix de détail, pour un consommateur possédant de la monnaie or, semblent plutôt très bas. Mais après la guerre, l'indice des prix s'élève et dépasse peu à peu l'indice du change (10); c'est que la hausse des prix apparaît sur le marché en fonction d'autres facteurs économiques provoqués par la guerre. Le public ne s'est donc pas rendu compte immédiatement de la dépréciation de la monnaie, et ce n'est que vers 1920, quand la valeur du mark est descendue à moins de 10 pfennig or, qu'on a vu, pour la première fois, s'élever devant les tribunaux des contestations sur la validité et l'exécution, en monnaie dépréciée, des obligations contractées en monnaie saine. Mais les tribunaux refusèrent de faire droit à ces réclamations : les juges ne pouvaient pas, en effet, outrepasser les dispositions législatives ayant établi le cours légal du mark, et celui-ci, malgré sa dépréciation flagrante, restait toujours l'unique moyen libératoire aux yeux de la loi et de la jurisprudence. Cette antinomie entre sa fonction légale et sa puissance réelle, bien qu'elle fût ressentie avec un certain malaise par les chefs des entreprises, demeura plus ou moins tolérable

(10) En France, par exemple, la moyenne annuelle de l'indice du change, en 1919, était 1,41; l'indice d'ensemble des prix de gros, 3,64; l'indice des prix de détail, 2,60. Nous empruntons ces données au tableau présenté par MM. Raffegau et Lacout (Etablissement des bilans or. Paris, 1926. Annexe).

pour eux, jusqu'au mois de juillet 1922, car une certaine prévoyance de leur part pouvait encore, pendant cette période, parer aux inconvénients de la dépréciation monétaire.

Sans doute, un problème d'une difficulté nouvelle se posait pour eux, celui d'assurer à leurs entreprises les fonds de roulement nécessaires et de maintenir ces derniers à un niveau suffisant pour assurer la bonne marche des affaires; mais ce problème n'était pas insoluble tant que l'on avait encore confiance dans le redressement du mark : quant à la question du placement des capitaux à long terme et des amortissements, tant que le même espoir de redressement subsista, c'est-à-dire jusqu'à l'été de 1921, elle resta en dehors des préoccupations principales des administrateurs. Ce n'est qu'après l'ultimatum de Londres, de mai 1921, et après le partage de la Haute-Silésie, que la chute du mark prit des allures vertigineuses, chute cependant ralentie par une dernière lueur d'espoir, lors des conférences de Cannes et de Gênes.

Jusque là, donc, la question principale pour les Sociétés était celle de la reconstitution des stocks. En effet, le prix de vente, calculé sur le prix de revient, provoquait un amenuisement sensible du capital. Considérons, par exemple, une entreprise qui procède aux opérations de reconstitution de ses stocks, et analysons trois opérations successives d'achat et de vente, en admettant qu'elles se produisent tous les six mois :

Première opération : achat, janvier 1919; deuxième :

juillet, et, troisième : décembre de la même année. Le cours du change, à ces trois moments donnés, sera respectivement, 8, 16, 48. Le pouvoir d'achat d'un mark varie donc suivant le cours du change. Un kilogramme de matière première coûte un dollar; une heure de main-d'œuvre coûte dollar : 0,25.

ACHAT DU 1 ^{er} JANVIER 1919		VENTE	
1.000 kilos à 8 marks....	8.000	Prix de revient.....	8.400
Main-d'œuvre :		Bénéfice 20 0/0	1.680
200 heures à 2 marks... <u>400</u>			
TOTAL... 8.400		PRIX DE VENTE... <u>10.080</u>	
ACHAT DE JUILLET 1919		VENTE	
1.000 kilos à 16 marks... 16.000		Prix de revient	16.800
Main-d'œuvre :		Bénéfice 20 0/0.....	3.360
200 heures à 4 marks .. <u>800</u>			
TOTAL... 16.800		PRIX DE VENTE... <u>20.160</u>	
ACHAT DE DÉCEMBRE 1919			
1.000 kilos à 48 marks ... 48.000			
Main-d'œuvre :			
200 heures à 12 marks . <u>2.400</u>			
TOTAL... 50.400			

Que signifie ce tableau résumé des opérations ? En calculant le prix de vente d'après le prix de revient, l'industriel semble avoir tiré de la première vente un bénéfice de 1.680 marks, de la deuxième un bénéfice de 3.360 marks, soit une somme de $1.680 + 3.360 = 5.040$ marks; c'est du moins ce que lui diront ses livres. En réalité, lorsqu'il lui a fallu se réapprovisionner et avancer le coût de la main-d'œuvre, il a dû dépenser 16.000 marks pour la même quantité de matière

première, plus 800 marks pour le même nombre d'heures de travail, soit 16.800 marks, tandis qu'il n'a reçu de la vente précédente que 10.080 marks. Il a donc dû prélever sur les fonds disponibles de l'entreprise 16.800 — 10.080, soit : 6.720 marks, pour répondre aux exigences de la nouvelle campagne. Par suite de la baisse plus accentuée du mark pendant le second semestre de l'année, le montant de la somme à prélever sur les fonds disponibles a dû être par analogie : 50.400 — 20.160, soit : 30.240. Par conséquent, non seulement il n'a pas gagné, comme il pouvait le croire sur la foi de ses livrés, 5.040 marks, mais il a perdu, dans les opérations consécutives qu'on vient d'analyser, 6.720 plus 30.240, soit : 36.960 marks.

Les deux bilans ci-dessous nous permettront de voir le tableau de ces opérations exprimées par la comptabilité de l'entreprise, la caisse étant le poste qui fournit les sommes nécessaires pour rémunérer les ouvriers :

BILAN D'OUVERTURE

ACTIF		PASSIF	
Matières premières	8.000	Capital.....	8.400
Caisse.....	400		
TOTAL....	8.400	TOTAL...	8.400

BILAN DE CLOTURE

ACTIF		PASSIF	
Matières premières.....	48.000	Capital primitif.....	8.400
Caisse.....	2.400	Augmentation de capital..	36.960
		Profits et pertes.....	5.040
TOTAL....	50.400	TOTAL...	50.400

Ce chiffre de 36.960 marks, fatal pour l'entreprise, a tendance à s'accroître indéfiniment avec la baisse continuelle de la monnaie. Dans ces conditions, aucune augmentation de capital ne sera en pratique suffisante et, si les fonds nécessaires pour maintenir la production au même niveau proviennent du crédit, l'entreprise ira inévitablement à la faillite. Plusieurs industriels et commerçants n'ont trouvé d'autre moyen pour y parer que de réduire l'activité de l'entreprise, de sorte qu'ils n'ont procédé à leur réapprovisionnement que dans la mesure où le produit de la vente le leur permettait. Dans l'hypothèse analysée, l'industriel n'eût racheté, au mois de juillet 1919, que 500 kil. de matière première et au mois de décembre, $500 : 3 = 166,6$. Mais alors, c'était une liquidation lente mais certaine de l'entreprise.

C'est dans ces conditions, et pour remédier à l'état désastreux dans lequel se trouvaient les industriels, qu'on a eu recours à la théorie du coût de remplacement. Le prix de vente, selon cette théorie, devait être calculé non d'après le prix de revient du stock, mais d'après le prix de gros probable de la marchandise destinée à remplacer le stock vendu, autrement dit d'après le coût de remplacement prévu.

Cette doctrine, irréprochable au point de vue théorique, se heurtait aux graves objections suivantes dans la pratique. Tout d'abord, il n'était pas toujours facile de prévoir les prix de gros pour l'avenir. Reprenons le même exemple que précédemment et supposons que l'industriel, prévoyant la baisse de la monnaie, ait calculé son prix de vente selon la

hausse probable des prix de gros, en les multipliant par deux tous les six mois dans ses calculs. Quel serait le résultat ?

ACHAT DE JANVIER 1919

1.000 kilos à 8 marks	8.000
Main-d'œuvre :	
200 heures à 2 marks ..	400
TOTAL...	8.400

VENTE

Coût de remplacement probable :	
1.000 kilos à 16 marks..	16.000
Main-d'œuvre :	
200 heures à 4 marks...	800
TOTAL.....	16.800
Bénéfice 20 0/0	3.360
PRIX DE VENTE...	20.160

ACHAT DE JUILLET 1919

1.000 kilos à 16 marks...	16.000
Main-d'œuvre :	
200 heures à 4 marks...	800
TOTAL...	16.800

VENTE

Coût de remplacement probable :	
1.000 kilos à 32 marks..	32.000
Main-d'œuvre :	
200 heures à 8 marks...	1.600
TOTAL.....	33.600
Bénéfice 20 0/0	6.720
PRIX DE VENTE...	40.320

ACHAT DE DÉCEMBRE 1919

1.000 kilos à 48 marks....	48.000
Main-d'œuvre :	
200 heures à 12 marks..	2.400
TOTAL...	50.400

Pour la première opération, les calculs de l'industriel se sont pleinement justifiés; il a touché un bénéfice réel de 3.360 marks, son capital restant intact. Mais, lors de son troisième achat, lorsqu'il a cru avoir un bénéfice de 6.720 marks, il a en réalité perdu 50.400 — 40.320, soit : 10.080 marks.

Le bilan d'ouverture et celui de clôture seront donc :

BILAN D'OUVERTURE

ACTIF		PASSIF	
Matières premières.....	8.000	Capital.....	8.400
Caisse.....	400		
TOTAL...	8.400	TOTAL...	8.400

BILAN DE CLOTURE

ACTIF		PASSIF	
Matières premières.....	48.000	Capital.....	8.400
Caisse.....	2.400	Plus-value du capital papier	25.200
		Augmentation de capital.	6.720
		Profits et pertes.....	10.080
TOTAL...	50.400	TOTAL...	50.400

Nous voyons donc que, même en prévoyant une duplication de prix, notre industriel n'a acquis qu'un résultat insuffisant. Son bilan de clôture accuse un bénéfice illusoire de 10.080 marks, puisqu'il est acculé à une augmentation imprévue de capital de 6.720 marks, nécessitée par la baisse excessive de la monnaie entre les mois de juillet et de décembre. Il devra donc employer ce bénéfice de 10.080 marks acquis par sa prévoyance justifiée lors de la première vente, plus une valeur de 6.720 marks provenant d'une quelconque augmentation de capital, pour maintenir sa production au même niveau. L'exercice, dans l'espèce, sera donc sans profits ni pertes réels.

En pratique même, ce résultat ne devait pas se rencontrer souvent. En effet, en admettant que l'industriel ait pu traiter d'avance avec ses fournisseurs de matières premières et déterminer d'une façon exacte la valeur du coût de remplacement, il lui était en pratique à peu près impossible de

prévoir le coût de la main-d'œuvre dans des industries où la transformation dure souvent six mois, comme dans notre exemple. Il faut remarquer, d'autre part, que les fournisseurs de matières premières avaient le plus souvent la sagesse de ne pas s'engager trop d'avance.

Supposons, toutefois, qu'il ait réussi en ce qui concerne ses fournisseurs et ses ouvriers à déterminer heureusement le prix de remplacement, lui était-il possible de fixer, conformément aux données établies, le prix de vente de ses produits. Le pouvoir d'achat du public s'amoindrissait de jour en jour et l'administration tendait à empêcher la hausse des prix par la répression de la spéculation; aussi, le plus souvent, les calculs les plus serrés étaient déjoués et tous les efforts des industriels étaient impuissants à prévenir les pertes réelles.

Cependant, la théorie du coût de remplacement, bien qu'elle n'ait pu toujours sauver l'industriel, a souvent atténué sensiblement les dangers d'épuisement définitif de ses ressources. Celui qui a vu de ses yeux, en Allemagne, lors de la chute précipitée du mark, la bacchanale des prix, peut se souvenir que la fixation des prix de vente selon le prix de revient, avait dès longtemps été abandonnée par tous les commerçants. A partir du mois de mai 1923, les prix des articles dans les magasins se sont modifiés deux fois par jour et plus : on pouvait voir en vitrine une paire de chaussures estimée X mille marks avant midi, mise en vente l'après-midi pour XX mille marks, et même davantage.

Dans l'étude du cycle économique : achat de matières

premières, transformation, vente et réapprovisionnement, dont nous venons de présenter le schéma simplifié, nous avons constaté que le chef d'entreprise qui considérerait, en période de dépréciation, comme des bénéfices, la différence entre le prix de revient et le produit de la vente, opérerait une liquidation véritable de son entreprise s'il distribuait de tels bénéfices absolument illusoires.

Mais la crise s'accroissant, beaucoup d'autres problèmes que celui du renouvellement des stocks se sont présentés, conséquences, eux aussi, de l'inflation persistante. Nous allons examiner à leur tour ces difficultés nouvelles, dont quelques-unes ne sont pas encore totalement aplanies, depuis même que le pays est en voie de redressement définitif.

SECTION II

Deuxième période de l'inflation allemande. — Les fonctions de la monnaie, étalon de valeur et valeur réelle, disparaissent : son rôle d'agent de circulation subsiste. — Les Sociétés tendent à placer leurs capitaux disponibles en immobilisations. — Excès des immobilisations. — Amortissement impossible. — Accroissement du nombre des Sociétés, leurs titres étant envisagés comme une valeur réelle. — Pénurie des capitaux et des fonds de roulement. dépréciation des immobilisations.

Le mark, toujours considéré, en vertu de la fiction légale, comme une mesure de valeur, a perdu, au cours de la période précédente, sa capacité de conserver les valeurs. Dès lors, il est facile de se rendre compte que, dans les bilans, le poste d'amortissements, calculé sur le prix de revient, est devenu factice et ne correspondait plus à rien de réel. L'outillage acquis au mois de décembre 1918, quand l'indice des prix de gros était 2,45, et qui devait être amorti en trois ans, devait être renouvelé quand cet indice atteignait 34,90, c'est-à-dire que l'amortissement ne représentait plus qu'un quinzième environ du prix à payer pour le remplacement.

Dans ces conditions, étant donné que l'emploi persistant

du mark anéantissait sans cesse les moyens de trésorerie des entreprises, on comprend facilement la tendance des Sociétés à accroître leurs immobilisations pour défendre leurs actifs. Tout valait mieux que de conserver des marks en caisse. Nous assistons dès lors à une accumulation excessive de réserves sous forme de biens de toute sorte et, par suite de la demande demeurée du marché, à la hausse accentuée des prix de ces biens. Cette chasse aux immobilisations se heurte toutefois à une autre nécessité criante impossible à satisfaire normalement, à savoir la nécessité de maintenir et d'accroître les fonds de roulement.

Il se produit alors une sorte de sclérose économique. Les entreprises, heureuses de conserver leurs fonds en les immobilisant, souffrent bientôt de la pénurie de fonds de roulement, puisque les disponibilités se sont transformées en denrées et valeurs de toutes sortes, n'ayant souvent aucun rapport avec les nécessités de l'exploitation; si bien que leur remobilisation, à un moment donné, est considérablement gênée, sinon rendue impossible, à cause de la capacité diminuée de la consommation, dans un pays économiquement malade.

Nous avons déjà vu les difficultés presque insurmontables auxquelles se heurtaient les Sociétés, dès la première période, pour ménager les capitaux nécessaires à la reconstitution de leurs stocks. Il leur fallait absolument des fonds de roulement. Dans l'impossibilité où elles étaient maintenant de conserver une trésorerie, certaines s'entre elles, à partir des derniers mois de 1922, procédèrent à des emprunts

libellés en valeurs réelles (11) : seigle, charbon, coke, lignite, sucre, potasse, kilo-watts-heure, etc. Ces obligations portaient intérêts, les dits intérêts payables en ces mêmes denrées ; les porteurs touchaient, par exemple, au taux de 5 %, à l'échéance des coupons, la valeur en marks de 5 kil. de seigle, ou de sucre, de 50 kil. de charbon, etc. Ces titres obtinrent un très grand succès auprès du public et c'est ainsi que, contrairement à la normale, les valeurs réelles devinrent une mesure en quelque sorte de la valeur de la monnaie.

Cependant, ces mesures n'étaient qu'un palliatif ; toutes ces denrées, adoptées comme monnaie de base, étaient susceptibles de variations importantes, indépendantes des fluctuations monétaires, car leur valeur suivait les cours du marché mondial et était liée également à l'importance de la production indigène qui n'était point stable. Il faut noter ici, en passant, que ce n'est pas sans raison que, dans la longue évolution de l'histoire économique, c'est l'or qui s'est finalement dégagé comme le meilleur instrument monétaire.

Mais à côté de cet expédient, qui présentait déjà de graves inconvénients, on a dû avoir recours encore à d'autres procédés qui, sans être plus heureux, étaient commandés par la situation.

Et d'abord, il faut mentionner le phénomène si curieux de la formation hâtive et fiévreuse des Sociétés, Sociétés

(11) Dr H. Schacht, *op. cit.*, p. 54 et ss. — Raffegaue et Lacout, *op. cit.*, pp. 28 et suiv.

par actions (*Actiengesellschaften*) et Sociétés à responsabilité limitée, les fameuses G. M. B. H. que la France n'a connues qu'en 1925.

La *Wirtschaft und Statistik* nous fournit le tableau suivant (12) :

	Sociétés par actions	Sociétés à responsabilité limitée
Fin 1913.	5.486	26.790
— 1919.	5.345	32.670
— 1922.	9.490	58.934
— 1923.	16.472	74.576

Par conséquent, le nombre des Sociétés par actions s'accroît du chiffre imposant de 4.000 environ pendant les deux années 1921-1922, et de 7.000 pendant une seule année, 1923.

A quoi attribuer cette floraison inusitée de Sociétés, et comment situer et expliquer le phénomène ?

Tout d'abord, quant aux conditions juridiques de formation de ces Sociétés, la fiction légale du mark équivalant au mark a forcément rendu inefficace la teneur des dispositions du Code de commerce prescrivant un minimum pour le capital nominal des Sociétés en formation. En effet, le montant de ce minimum n'était même plus suffisant pour faire, suivant la tradition, un bon dîner en l'honneur de la Société formée. Aussi, les prescriptions légales, qui en période normale tendaient, par l'obligation de réunir un capital assez important, à limiter le nombre des Sociétés,

(12) Nous empruntons ce tableau à Raffegau et Lacout, op. cit., p. 25.

devenaient inopérantes, et toute entreprise, si modeste qu'elle fût, pouvait légalement se mettre en Société et faire une émission d'actions.

Or, justement, cette dernière opération était celle qui séduisait le plus les chefs d'entreprises. En effet, l'émission d'actions répondait également aux demandes du marché et aux besoins de l'entreprise. Elle répondait aux demandes du marché, parce que tout le monde recherchait des valeurs réelles pour se débarrasser des marks dont la valeur fondait comme de la neige entre les mains. Or, les actions correspondaient à une quote-part de substance présumée réelle et possédaient cette capacité commode d'être facilement converties en monnaie en cas de besoin. On escomptait, en outre, que la hausse de ces actions compenserait, quoi qu'il arrive, l'avalissement du mark. Elles assuraient en même temps un droit aux bénéfices. Et ce droit aux bénéfices était un attrait particulièrement goûté des souscripteurs. En effet, les chefs d'entreprises, soit par manque de prudence, soit pour allécher les actionnaires en vue de nouvelles souscriptions, n'hésitaient pas à accuser des bénéfices énormes en calculant ceux-ci d'après la différence entre prix d'achat et un prix de vente démesurément grossi, puisqu'il s'élevait au niveau du coût de remplacement. Le public ne se rendait pas compte que ce bénéfice ne lui était servi qu'aux dépens mêmes du capital de l'affaire, et les chefs d'entreprises eux-mêmes, qui soupçonnaient l'état réel des choses, préféraient satisfaire l'avidité de leurs actionnaires que de diminuer le montant du dividende.

Cette politique, plus habile que prudente, avait, d'autre part, l'avantage pour les Sociétés de leur procurer facilement des fonds de roulement, et de leur donner une apparence de prospérité, laquelle apparence inspirait confiance au public.

D'ailleurs, au point de vue de la comptabilité, les bilans étaient en règle, bien qu'ils ne révélassent plus la situation réelle des entreprises. En effet, un coup d'œil sur le bilan d'une Société donnait toujours l'espoir qu'il renfermait des réserves occultes dans les immobilisations qui y figuraient à leurs prix de revient. Quant à savoir si les amortissements étaient assez élevés, si l'entreprise pouvait renouveler intégralement ses stocks en marchandises de même qualité, si les postes débiteurs n'étaient pas dépréciés, cela ne pouvait ressortir des chiffres du bilan, faussés dans leur principe.

Aussi les émissions d'actions se faisaient-elles de plus en plus nombreuses. Les Sociétés procédaient à des fusions par échanges réciproques de leurs titres et formaient des combinaisons ingénieuses, et parfois imposantes, telles que les entreprises de Hugo Stinnes, par exemple.

Toutes ces combinaisons séduisaient le public par leur apparence de prospérité due, comme nous l'avons dit, à la répartition de bénéfices exagérés qui n'étaient en réalité qu'une distribution de capital.

Toutefois, le fisc frappait ces bénéfices d'un impôt qui pesait lourdement sur la production. Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler ici une lettre de Hugo Stinnes, qui fit beaucoup de bruit à Berlin en 1923. Nous ne nous por-

tons pas garants de son authenticité. Mais si elle n'a pas été réellement écrite, elle n'en est pas moins fort intéressante comme illustration des idées et des mœurs de cette période. Hugo Stinnes, qui non seulement en Allemagne, mais même à l'étranger, était considéré comme l'homme qui avait su le mieux comprendre l'état économique d'après-guerre, et s'y adapter, qui était une sorte de géant de l'industrie, reçut un jour une lettre du « *Finanzamt* » lui fixant le montant de l'impôt qu'il devait payer. Sa réponse fut aussi brève que péremptoire : « Je vous accuse, par la présente, réception de votre lettre concernant mes impôts. Je voudrais bien savoir ce que, des deux, je dois payer, des impôts à l'Etat ou des salaires à mon personnel », sous-entendant par là qu'il ne pouvait payer les deux. Et dans le cas où l'Etat exigerait qu'il payât l'impôt, Hugo Stinnes lui signifiait nettement que ce serait la liquidation de ses entreprises et le chômage d'une armée de travailleurs, susceptibles de devenir un grave danger pour l'Etat. Aux dires de ses employés, qui soutinrent leur chef, le fisc, malgré sa rapacité proverbiale, dut s'incliner devant l'industriel.

Cette anecdote, vraie ou non, est caractéristique : nous voyons un simple particulier, au milieu du désordre général de l'économie d'un pays, arrivé à un tel degré d'influence qu'il peut dicter au Gouvernement ses conditions et, d'autre part, un homme, dont les affaires prospères aux yeux de toute l'Allemagne et même de l'étranger, qui ne peut à la fois satisfaire ses employés et répondre aux exigences du fisc calculées d'après le bénéfice de ses entreprises.

Nous savons qu'après sa mort, survenue peu après la stabilisation, ses héritiers ont été obligés de liquider ses entreprises, et que plusieurs d'entre eux ont fait faillite.

Aurait-il pu, s'il eut vécu, empêcher cette liquidation ou ces faillites ? C'est peu probable, puisque ses fils, tout intelligents et rompus aux affaires qu'ils étaient, ne l'ont pas pu. C'est que toute cette imposante construction économique, quelle que fût son apparence de prospérité, n'était pas viable, et qu'elle a dû subir les conséquences fatales de la crise formidable et sans précédent qui a suivi la guerre.

Après la stabilisation du mark et le retour à la monnaie or, les procédés de l'époque antérieure ont dû céder le pas à une économie plus sage et plus réglée. Les articles du Code de commerce ont repris toute leur valeur; les émissions nouvelles d'actions se sont arrêtées d'elles-mêmes, faute d'acheteurs. D'ailleurs, la fièvre était tombée : on prenait le temps d'examiner sérieusement la situation exacte des Sociétés en mal d'émission. Les bilans or en donnaient désormais la possibilité, et le détenteur de marks n'avait plus de raison d'acheter à la légère des valeurs quelconques, l'ambiance psychologique et économique ayant totalement changé; en un mot, les actionnaires devenaient prudents, car ils venaient d'être échaudés.

Un grand nombre de maisons de commerce étaient en faillite; beaucoup de Sociétés, dont les titres étaient détenus par le public allemand, avaient été obligées de procéder à une liquidation au moins partielle, leur bilan or faisant ressortir d'importantes déperditions de capital. Les actifs

étant considérablement réduits, les actionnaires voyaient fondre leur patrimoine qu'ils avaient voulu sauver en l'investissant dans l'industrie ou le commerce.

On comprend dès lors la défaveur que les émissions nouvelles eurent à supporter de la part d'un public devenu prudent et soupçonneux. D'autre part, l'épargne, rongée par la dépréciation complète de la monnaie, avait cruellement souffert, et les bribes qui en subsistaient se refusaient même aux Sociétés qui étaient dignes de confiance. Enfin, les immobilisations excessives accumulées étaient elles-mêmes dépréciées, car on manquait de fonds de roulement, de capitaux. L'Allemagne n'avait plus de numéraire : il fallait, pour la reprise des affaires, faire appel à l'étranger (13).

(13) Cette question, bien qu'intéressante, dépasse notre sujet et ne saurait nous arrêter davantage. Nous renvoyons le lecteur, pour l'étude de cette question, à l'article si intéressant : *La Reconstitution des capitaux en Allemagne*, d'Ed. Giscard-d'Estaing, paru dans le *Capital*, 26 juillet 1928.

SECTION III

La comptabilité pendant l'inflation et les bilans or. — La proposition Schmalenbach. — Analyse de la résolution du « Reichsverband der Deutschen industrie ».

Il nous semble inutile d'exposer ici que ce qui a été dit dans maints ouvrages et dont nous parlerons nous-mêmes en tant que de besoin dans la suite, au sujet de l'inexactitude des bilans et des méthodes de correction qui leur ont été appliquées (14). La question que nous traitons actuellement est d'ordre historique et non pas technique; nous exposons les diverses méthodes de correction des bilans qui ont été tentées par les chefs d'entreprises en Allemagne pour se rendre compte de la situation réelle de leurs affaires, et qui n'ont été consacrées ni par le Gouvernement, ni par le législateur, sans qu'il y ait eu de la part de ces derniers aucune négligence, loin de là.

Un érudit éminent, membre du Conseil du Reich, le Professeur Schmalenbach, au milieu du désarroi causé par la dépréciation irrémédiable du mark, soumit au Gouvernement un projet de loi et un projet d'ordonnance prescrivant l'adoption des bilans en marks or (15). La date de cette

(14) Voir surtout Raffegau et Lacout, op. cit., pp. 64 et suiv.

(15) Dr H. Schacht, op. cit., p. 49. V. aussi Raffegau et Lacout, op. cit., pp. 113 et suiv.

initiative (été de 1922) est à retenir. C'était le commencement de la deuxième période de l'inflation, et la proposition Schmalenbach venait à son heure. L'obligation d'établir d'une façon régulière le bilan sur une base stable et qui ne laisserait plus de doute possible sur l'état réel de telle ou telle Société, devait, dans l'esprit de son auteur, amener des conséquences incalculables et changer l'aspect de l'économie allemande toute entière. Dans l'hypothèse où cette réforme eut été adoptée, elle eût montré toute l'importance pour un pays d'une comptabilité bien réglée et adéquate.

Nous n'avons cependant pas l'intention de nous lancer dans des conjectures en ce qui concerne les effets éventuels de cette tentative mort-née. La fortune, ou plutôt l'infortune de la proposition Schmalenbach et d'autres projets analogues, n'est intéressante qu'au point de vue des motifs qui ont déterminé l'attitude hostile des industriels et ont fait échouer la proposition. Les Syndicats des commerçants et des industriels, avec le *Reichsverband der Deutschen Industrie* en tête, s'opposèrent énergiquement à cette mesure. Leurs critiques ne paraissent point avoir été inspirées par des raisons techniques. Kurt Heinig (*Die Goldbilanz*) et Raffegau et Lacout, d'après lui, croient que cet échec a été motivé surtout par le souci d'échapper au contrôle du fisc et de dissimuler également aux yeux des concurrents la conduite et la situation des entreprises. Mais, en revanche, continuent ces auteurs, ce « camouflage » délibéré nuisait au crédit des Sociétés dont il masquait la vraie situation financière.

Nous ne saurions suivre MM. Raffegau et Lacout dans

leurs conclusions. Nous ne croyons pas que la préoccupation principale des intéressés ait été d'échapper au contrôle du fisc; ces auteurs citent, à l'appui de leurs conclusions, le texte d'une résolution du Reichsverband ainsi conçue : « A l'heure actuelle (fin août 1922) où les inconvénients créés par les événements monétaires dans l'application de la législation fiscale commencent à disparaître et où la législation fiscale est arrivée à un certain palier, il importe précisément d'écarter toute modification profonde et d'éviter à tout prix les nouveaux désordres que l'adoption des bilans or ne manquerait pas de provoquer dans l'édifice fiscal et ce, aussi bien dans l'intérêt des finances du Reich que dans l'intérêt des contribuables ». Ce raisonnement n'accuse point de la part des industriels et des commerçants le désir d'échapper au fisc. Il serait naïf d'ailleurs de chercher dans des arguments soumis au Gouvernement les traces de ce désir; mais, *ceteris paribus*, ce raisonnement nous semble être sincère et correspondre bien à la réalité.

D'autre part, le Gouvernement, si faible qu'il fût, n'eût pas consenti à supporter des pertes éventuelles, provoquées par un vice de comptabilité dans le système en vigueur. Il n'en souffrait point. Le centre de gravité de la discussion n'était donc pas le problème fiscal.

En effet, les chiffres des bilans, gonflés par la dépréciation monétaire révélaient très souvent des bénéfices qui n'auraient pu être réalisés au cas de leur réévaluation en or. Le fisc, néanmoins, les frappait d'impôts. Il n'avait donc point à se plaindre de l'état de choses existant.

Quant aux industriels, leur attitude s'explique parce qu'ils eussent été obligés de réduire, dans l'hypothèse de l'adoption du système Schmalenbach, leur répartition de bénéfices, et d'abandonner par conséquent leur politique d'émissions d'actions, émissions destinées, comme il a été dit, à se procurer les fonds de roulement nécessaires. Il s'en serait suivi une réduction notable de la productivité.

Il est utile, croyons-nous, de nous arrêter sur ce point et d'approfondir le sens du refus des chefs d'entreprises. La proposition Schmalenbach paraissait logique, et si elle eût été adoptée, l'activité des Sociétés eût cessé d'être fiévreuse; les immobilisations n'auraient pas atteint des chiffres excessifs et, à la fin de l'inflation, nous n'aurions pas vu de nombreuses usines arrêtées par défaut de fonds de roulement. L'épargne du public, qui avait souscrit les actions, eût été mieux protégée.

Cependant, nous ne croyons pas qu'il soit juste de condamner aussi sévèrement qu'on a pu le faire l'attitude du Reichsverband et des Syndicats à l'égard du projet Schmalenbach.

La question se présente sous deux aspects :

1° Politique des Sociétés durant la dépréciation de la monnaie, légalement reconnue identique à elle-même;

2° Résultat de cette politique de respect de la fiction légale.

1° L'axiome « *Mark bleibt Mark* » se traduisait dans la vie économique, jusqu'à l'automne de 1923, par ce fait que les engagements des parties ne pouvaient être exprimés qu'en marks et que, jusqu'à la création du mark-or, le mark-

papier était le seul moyen libérateur. La nécessité de se conformer à la loi forçait donc les industriels et les commerçants à concevoir le mark et à l'accepter comme un étalon de valeur. Or, la stabilité de l'étalon de valeur est la condition essentielle d'une saine politique dans l'administration des entreprises.

Comme la fiction légale et la puissance réelle de l'étalon monétaire constituaient une antinomie et, comme ces deux faits étaient établis une fois pour toute et ne pouvaient guère être modifiés par la volonté des particuliers, il fallait les accepter tous les deux, et adapter la politique des entreprises à ces circonstances paradoxales. On sait combien l'instabilité est funeste au commerce et à l'industrie.

Adopter la proposition Schmalenbach, si logique qu'elle pût paraître, c'était introduire, par la voie législative, une antinomie nouvelle dans l'activité des entreprises qui commençaient déjà à s'accomoder de la situation présente.

Si nous relisons le texte de la résolution du Reichsverband, approuvé à l'unanimité par tous les Syndicats qui eurent à se prononcer à son sujet, nous découvrirons justement l'expression de cette inquiétude devant l'obligation de réadapter la politique des entreprises à des conditions changées de nouveau sans besoin, et ce, au moment où, aux dires du Reichsverband, « la législation fiscale était arrivée à un certain palier ». L'industrie elle-même se considérait comme arrivée à un palier, et ce résultat avait coûté trop cher pour qu'on songeât à l'abandonner de gaité de cœur... « Il importe précisément d'écarter toute modification pro-

fonde, lisons-nous plus loin, et d'éviter à tout prix de nouveaux désordres. »

Quel était ce palier retrouvé par les industriels ? Comment peut-il se formuler théoriquement ?

On voulait écarter toute modification parce qu'on avait trouvé un certain état d'équilibre. En effet, le mark-papier présentait ceci de constant, si paradoxal que cela puisse paraître, que le taux de sa dépréciation ne semblait pas varier avec le temps, c'est-à-dire que les commerçants et les industriels croyaient avoir trouvé une loi quasi naturelle à laquelle la dépréciation monétaire devait obéir désormais pendant un certain temps. En acceptant cet état de choses, dont les caractéristiques constantes pouvaient servir de base à des calculs suffisamment précis, on arrivait tant bien que mal à s'adapter à l'antinomie qui existait entre la valeur réelle de la monnaie et sa valeur théorique, en vertu de la fiction légale, antinomie qui paraîtrait insupportable dans les conditions d'une activité économique normale et régulière. Sous ce jour, les caractères de la vie des entreprises relevés plus haut, deviennent compréhensibles : à la continuation de la dépréciation de la monnaie étaient liés les gros dividendes répartis aux actionnaires, les émissions périodiques d'actions pour se procurer des fonds de roulement, les immobilisations exagérées destinées par leur masse à des possibilités ultérieures de nouvelles émissions. Toute l'activité économique reposait sur la baisse comme sur un fait stable et devant se perpétuer jusqu'à une époque indéfinie.

2° Quels ont été les résultats de cette politique après la stabilisation ? Les actionnaires des Sociétés tombées en faillite ou en liquidation ont été dépouillés de leurs épargnes qui s'y trouvaient investies. Mais les auraient-ils conservées s'ils s'étaient abstenus de prendre part aux souscriptions ? C'est fort douteux. En tous cas, en thésaurisant les marks-papier, ils n'auraient pas obtenu de résultats plus avantageux.

Dans les Sociétés, du moins, leurs actions leur donnaient théoriquement droit à une fraction des actifs en cas de liquidation et même les obligations obtinrent, en fin de compte, 15 % de leur valeur or, en vertu, il est vrai, d'une législation spéciale.

Le grand public, quoique déçu dans son espoir de conserver son épargne, s'en prit en principe à la dépréciation de la monnaie et non pas à la mauvaise gestion des entreprises.

Il y eut des faillites, certes, mais ces faillites, et particulièrement la catastrophe du Consortium Stinnes et autres organisations analogues, laissèrent en définitive, sinon aux détenteurs des actions, du moins, à l'économie nationale, un héritage puissant.

L'activité fiévreuse de la période d'inflation, les immobilisations massives, les usines installées avec les derniers perfectionnements de la technique moderne, ont fourni après la crise les moyens de résoudre une situation qui paraissait extrêmement grave. L'économie nationale s'est redressée aux dépens des économies privées.

Mais la conséquence finale et dernière de cette ruine des particuliers et de cette accumulation des moyens de production devait être l'invasion du capital étranger : la ruche existait; les rayons régulièrement alignés et solidement construits appelaient le miel, nous voulons dire l'argent frais qui n'existait plus en Allemagne, mais qui ne demandait qu'à affluer de l'extérieur.

Aussi, dès la stabilisation et dès la création d'une nouvelle monnaie légale, on accueillit avec faveur ces capitaux qui purent être utilisés dans une économie redevenue normale. On fit table rase des bilans antérieurs, pour installer légalement et définitivement les bilans or. L'antinomie, qu'on avait cru résoudre, en s'y adaptant, avait vécu.

CHAPITRE II

Mesures prises dans les différents pays pour la réévaluation des bilans

SECTION I

Généralités. — Base de réévaluation. — L'indice du change ou l'indice des prix de gros. — Méthode continue de correction des opérations comptables. — Méthode progressive et méthode rétrograde de réévaluation. — Réévaluation obligatoire et réévaluation facultative.

Presque tous les pays qui ont accompli leur réforme monétaire ont réglé en même temps, ou presque, le problème des bilans.

Les mesures prises en Allemagne d'abord et ensuite en Autriche, en Pologne, en Tchécoslovaquie et ailleurs, ont été l'objet d'études et de communications fortement documentées (16).

(16) Nous n'avons qu'à citer Raffegau et Lacout (op. cit., p. 18 et suivantes, consacrées à la réforme allemande. — Mabit, *La Restauration monétaire et les bilans*, tit. IV, chap. 1 et 2 (*La Valorisation des bilans en Pologne et en Belgique*), p. 145. — Un bel article de M. de Mirimonde déjà cité. — F. Baudhuin, *La réforme des bilans après l'assainissement monétaire en Belgique*. — Ant. Basch, président de la Section d'études de la Banque Nationale Tchéco-

A l'époque actuelle, nous pouvons déjà apercevoir les résultats des réformes dans la plupart des pays où elles ont eu lieu.

Il va sans dire que l'expérience allemande a été une source où on a pu abondamment puiser, tant au point de vue théorique qu'au point de vue des procédés techniques de rectification des bilans. Les théoriciens allemands, tels que Schmalenbach, dont nous avons eu l'occasion d'analyser la proposition, ont consacré plusieurs traités, à la fois profonds et subtils, à la nature et au mécanisme de la comptabilité et des bilans en particulier. Toutefois, l'étude des bilans, poussée par ces théoriciens jusqu'aux plus extrêmes subtilités, déjà avant la guerre, supposait des bilans établis sur la base d'une monnaie stable.

Or, il est malaisé de transposer les méthodes élaborées sur la base d'une monnaie stable dans le domaine d'une monnaie avariée.

Quand vint la crise, les chefs d'entreprises ne purent pas, comme nous l'avons vu, prendre des précautions assez rapides. Cependant, au fur et à mesure de la dépréciation, les commerçants se rendirent compte de plus en plus qu'ils agissaient à l'aveugle, car leur comptabilité traditionnelle ne les renseignait plus sur leur situation véritable, et la ruine les menaçait.

slovaque, *La Loi tchécoslovaque sur les bilans de stabilisation*, article paru dans *l'Europe Nouvelle*, pp. 245 et suiv., le 23 février 1929. — Une enquête du même hebdomadaire, en Belgique, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne. — Enfin, sources et documents publiés dans *l'Europe Nouvelle*, numéro cité, pp. 254 et suiv.

Les techniciens recherchèrent alors les moyens de parer aux inconvénients auxquels aboutissait la pratique de la comptabilité courante. Il est vrai que la comptabilité officielle ne pouvait être tenue qu'en monnaie papier, puisque celle-ci représentait toujours le moyen unique libérateur et conservait sa valeur en vertu de la fiction légale. Les comptables furent alors obligés de dresser deux bilans parallèles : d'un côté un bilan officiel nécessairement faussé et de l'autre un bilan redressé, soit selon le cours du change, ou, ce qui revient au même, selon l'indice-or, soit selon l'indice des prix de gros.

Il faut insister sur la nature de ces deux indices et sur leur rapport avec le problème de la correction de la comptabilité.

Qu'entendons-nous par l'indice du change et par l'indice des prix de gros ? L'indice du change, dont il s'agit dans cet ordre d'idées, est un coefficient qui indique la valeur de la monnaie à un moment donné par rapport à la valeur d'une monnaie étrangère convertible en or. Ce sera dans l'espèce la valeur de la monnaie indigène par rapport au dollar américain.

L'indice des prix de gros est calculé sur les prix d'un moment donné, en général, par rapport aux prix de 1914, les prix de 1914 étant considérés comme égaux à 100. Si les prix de gros à un moment donné sont, d'après les statistiques, cinq fois plus élevés que les prix de 1914, l'indice des prix de gros sera 500.

Comment cet indice peut-il nous servir pour la correc-

tion des bilans, puisque les postes des bilans sont exprimés en monnaie ? Le prix lui aussi est exprimé en monnaie. Par conséquent, le rapport entre les prix de 1914 et les prix d'un tel moment donné nous donnera le coefficient de conversion des francs ou des marks de 1914 en francs ou en marks du moment envisagé (17) : dans le cas ci-dessus, ce coefficient sera 500 divisé par 100 = 5, et il indiquera la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie,

Nous pouvons donc rectifier les postes des bilans exprimés en monnaie papier, à la date où les écritures sont arrêtées, soit selon la valeur en or de cette monnaie, soit selon le coefficient de son pouvoir d'achat à ce moment.

Nous allons voir maintenant quels sont les avantages respectifs de ces deux méthodes en matière de réévaluation des bilans.

L'indice des prix de gros pris comme critère de rectification avait cet avantage qu'il correspondait plus aux besoins du commerce : c'est d'après cet indice, par exemple, que le coût de remplacement des stocks et aussi le montant des amortissements pouvaient être plus justement calculés.

Or, du moment que la rectification s'effectue en vue de renseigner le chef d'entreprise, de prime abord, il semble que cet indice devra toujours être préféré à l'indice du

(17) Cf. Raffegau et Lacout (p. 67) emploient à tort, à notre avis, l'expression « le coefficient de conversion des francs or en francs papier », laquelle est erronée, parce qu'elle confond la nature des deux indices. Il est plus exact de dire comme nous faisons : « Le coefficient de conversion des francs de 1914 en francs du moment envisagé ».

change. Cependant, il n'en fut pas toujours ainsi. Il y avait dans le système de rectification basée sur l'indice des prix de gros un inconvénient tenant moins à la nature de l'indice qu'à la technicité des opérations. C'est que cet indice ne pouvait pas être déterminé très facilement, à un moment donné. Les publications périodiques de l'indice des prix de gros paraissaient trop tard et ne renseignaient pas à temps les comptables, dans des pays comme l'Allemagne et l'Autriche, où la baisse de la valeur or de la monnaie était trop rapide, car son pouvoir d'achat révélé par les publications statistiques ne répondait déjà plus à la réalité, au moment où l'on devait arrêter les écritures comptables.

Dans les pays où la dépréciation monétaire ne se produisait pas avec une telle précipitation, l'indice des prix de gros présentait un avantage certain, car il était moins sujet à de brusques fluctuations.

D'ailleurs, il faut remarquer que les variations de l'indice des prix de gros ne sont pas en fonction exclusive des variations du change; l'indice subit encore bien d'autres influences, comme l'influence du marché mondial, celle du marché et de la production intérieurs, etc.

Parfois la dépréciation monétaire anticipe sur lui; parfois il est en avance sur elle. Il peut arriver, par exemple, que la monnaie bénéficie d'une revalorisation temporaire et que l'indice des prix de gros continue à monter. Les variations de cet indice sont donc plus lentes et embrassent des périodes plus longues.

En France, l'indice des prix de gros est publié chaque

mois dans la statistique générale de la France. Comme le cours du franc n'a pas varié d'une façon vraiment catastrophique, sauf peut-être durant l'été de 1926, quand les changes ont été particulièrement désorientés, la publication mensuelle de l'indice des prix pouvait suffire.

Ce n'était point le cas pour l'Allemagne. Aussi, bien que les publications de l'indice des prix de gros y fussent plus fréquentes, néanmoins l'indice du cours du change comme base de la correction des bilans l'emporta sur lui pendant la période d'inflation. Il avait cet avantage d'être facilement déterminé chaque jour et même parfois chaque matin et chaque soir.

Quant aux prix de détail, il est à noter qu'il ne put jamais en être question comme instrument de correction; en effet, bien qu'en général les prix de détail soient un corollaire des prix de gros, on les vit, au moment de la crise allemande, s'en détacher pour se mettre à la remorque de l'indice du change.

Au contraire, en Tchécoslovaquie et en Belgique, par exemple, l'avantage de l'indice des prix de gros a déterminé son succès et, dans les réformes des bilans où il s'agissait de réévaluation officielle, le législateur tchécoslovaque ainsi que l'Administration belge ont choisi en principe les prix de gros des éléments susceptibles de réévaluation pour la base de cette opération.

Le choix une fois fait de tel ou tel indice comme base de redressement de la comptabilité, il fallait trouver des méthodes appropriées à la pratique des rectifications nécessaires.

Celle qui se présenta tout d'abord à l'esprit consistait à tenir une comptabilité *continue* en deux colonnes, de sorte que toutes les écritures fussent enregistrées simultanément en monnaie papier et en monnaie or, pour obtenir, exprimés en or, les résultats courants des opérations. Cependant la colonne or ne correspondait pas en réalité à la colonne papier. Nous empruntons à Raffegau et Lacout (pp. 100 et suiv.) un exemple où le côté technique de la question apparaît avec une clarté remarquable :

« Prenons un compte « caisse » dont le solde au début du mois est de 800.000 marks-papier, valant 200.000 marks-or. Ce compte est débité dans le courant du mois de : 400.000 marks alors que 1 mark-or = 4 marks-papier; 300.000, alors que 1 mark-or = 3 marks; 600.000 marks, alors que 1 mark-or = 6 marks.

« Il est crédité de 500.000 marks, alors que 1 mark-or = 5 marks; 800.000 marks, alors que 1 mark-or = 8 marks.

« Au moment où le compte est arrêté, un 1 mark-or vaut 8 marks.

« Si la conversion avait été faite immédiatement, chaque fois qu'une opération a été effectuée, on aurait obtenu le résultat suivant :

CAISSE

DÉBIT				CRÉDIT			
	Indice de conversion	Marcks	Marcks-or		Indice de conversion	Marcks	Marcks-or
Bilan d'entrée....	4	800.000	200.000	Dépenses ...	5	500.000	100.000
Recettes	4	400.000	100.000	Dépenses ...	8	800.000	100.000
—	3	300.000	100.000	Solde	8	800.000	100.000
—	6	600.000	100.000				

« L'examen des colonnes-papier nous montre que la caisse a reçu 1.300.000 et en a payé 1.300.000, donc que son solde est le même en fin de mois qu'au début. Mais, alors que ce solde de 800.000 marks valait 200.000 marks-or, il ne vaut plus que 100.000 marks-or.

« Si maintenant nous consultons les colonnes-or, nous voyons qu'elles indiquent un solde de 500.000 — 200.000 = 300.000 marks-or, résultat manifestement faux.

« Pour obvier à cet inconvénient, les promoteurs de la méthode continue se bornent à inscrire les valeurs en monnaie-papier au moment où les opérations ont lieu; ce n'est que lorsqu'une balance doit être établie, en fin de mois ou en fin de semaine, qu'ils inscrivent les contre-valeurs dans la colonne-or, sur la base de l'indice adopté. Ajoutons que, pour obtenir le résultat exact, il faut, de plus, enregistrer la dépréciation du solde d'entrée par l'écriture suivante, à passer seulement dans la colonne or : « Diminution de la valeur-or du solde d'entrée ».

CAISSE

DÉBIT				CRÉDIT			
	Indice de conversion	Marcks	Marcks-or		Indice de conversion	Marcks	Marcks-or
Bilan d'entrée..	4	800.000	200.000	Dépenses....	8	500.000	62.000
Recettes.....	8	400.000	50.000	—	8	800.000	100.000
—	8	300.000	37.500	Diminution de la valeur or du solde d'entrée			100.000
—	8	600.000	75.000	Bilan de sortie	8	800.000	100.000
TOTAUX..		2.100.000	362.500	TOTAUX..		2.100.000	362.000

La question restait donc entière. Aussi, fallût-il avoir recours à deux autres méthodes de réévaluation : la méthode que l'on a appelée progressive et celle que l'on a appelée rétrograde.

Ces deux méthodes ont un trait commun : elles visent à l'expression de tous les postes d'un bilan dans une même et seule unité monétaire et alors, de deux choses l'une : ou bien on s'attache à la monnaie d'un tel moment donné dans le passé (ce moment sera ou le début de l'exercice, ou le début même de 1914) et l'on a la méthode rétrograde, parce qu'elle cherche sa base dans le passé; ou bien on prend la monnaie à la valeur du jour où l'on arrête le bilan, et l'on a la méthode progressive, parce qu'elle cherche sa base dans la progression même des phénomènes monétaires.

En ce qui concerne l'application de cette dernière méthode dite progressive, il est à remarquer, pour la clarté de l'exposé, que, dans un bilan, il y a des postes qui comportent et d'autres qui ne comportent pas d'estimation : autrement dit, ceux qui ne comportent pas d'estimation sont justement les postes dont la valeur dépend entièrement du cours de la monnaie, par exemple, la caisse, les comptes clients et débiteurs, fournisseurs et créditeurs, et ce, en raison de la fiction légale. Par contre, ceux qui comportent estimation sont ceux qui ont une valeur intrinsèque, indépendante du cours de la monnaie et qui ne figurent dans les bilans que sous leur expression en monnaie du jour. Ce sont, en général, les immeubles, l'outillage, les stocks, et ces postes doivent dans la méthode progressive être réévalués, parce qu'ils

figurent dans les comptes pour leur valeur au dernier bilan, valeur qui ne correspond plus à celle du jour du redressement.

Ainsi donc, l'application de cette méthode consiste, en partant du bilan d'entrée, à convertir en monnaie du jour les postes du bilan qui sont susceptibles d'estimation.

La méthode progressive présente l'inconvénient de laisser subsister la possibilité de certaines méprises.

Reportons-nous à la notion générale du bilan en temps normal et supposons que nous le dressons non pas par la méthode d'inventaire, mais en portant à leur place les soldes des différents comptes, établis d'après les livres, comptes qui formeront ainsi les postes du bilan (actif et passif). Si nous faisons l'addition des postes de l'actif et de ceux du passif, la différence de ces deux chiffres représenterait, soit la perte, soit le bénéfice, et ce résultat nous le trouverons exactement dans le solde du compte de profits et pertes, si notre comptabilité est bien tenue.

Ce compte des profits et pertes en soi ne représente aucune valeur ni en monnaie ni en estimation; c'est un compte abstrait. Il suffit en général pour nous rendre compte du résultat des opérations matérielles d'une entreprise dans un bilan normal.

Quand il s'agit d'un bilan à redresser, il s'agit d'une opération de réévaluation, opération en soi abstraite et non matérielle. Le résultat de cette opération doit avoir comme contre-partie également un poste, équivalent au solde d'un compte abstrait, nécessairement différent du compte de

profits et pertes. Le compte abstrait dont s'agit sera un compte spécial à qui on a donné le nom de « compte de correction du bilan d'entrée ». C'est la séparation de ces deux comptes, compte de profits et pertes et compte de correction du bilan d'entrée, qui nous évitera toute méprise quant à la valeur de notre résultat, méprise qui serait le fait d'une confusion entre ces deux comptes, et qui aurait comme conséquence grave la confusion des notions mêmes de plus-value et de réévaluation.

Comme la différence entre la somme de l'actif et celle du passif dans un bilan normal est représentée par le poste « profits et pertes », tout pareillement, la différence entre l'actif et le passif provenant de la réévaluation sera représentée par le poste de « Correction du bilan ».

L'autre méthode, dite méthode rétrograde, méthode de réévaluation en monnaie papier comme la précédente, en diffère en ce que les postes du bilan de fin d'exercice doivent être exprimés en étalons de mesure du début de l'exercice. Cette méthode n'a trouvé son application en Allemagne que durant la première période de l'inflation. En effet, il n'y eût plus aucun intérêt dans la suite à exprimer la situation des entreprises en unités qui ne correspondaient plus à rien de réel. Dans ces conditions, il valait mieux rétrograder, non pas seulement jusqu'à l'exercice précédent, mais jusqu'à l'étalon-or et faire tout de suite la réévaluation en monnaie or. On évitait ainsi de réévaluer en unités fugitives et on obtenait une fois pour toute des bilans susceptibles d'être comparés en tout état de cause.

Quant à l'application même de la méthode rétrograde, les principes étaient ceux de la méthode progressive, mais avec la distinction suivante : il fallait toujours envisager dans les éléments du bilan deux groupes : le premier, celui des éléments dont la valeur suit exactement le cours de la monnaie et le groupe des valeurs susceptibles d'estimation. Le premier groupe était toujours réductible à la valeur or. Pour le second groupe, il y avait lieu d'introduire une sous-distinction : les biens achetés au moment où la monnaie était convertible en or, à condition qu'aucune estimation n'eût été faite antérieurement et qu'ils figurassent toujours à leur prix d'achat dans les écritures; devaient être portés au bilan rectifié pour le même prix; mais il y avait lieu d'opérer une réduction au prix-or, des biens acquis pendant l'inflation.

Nous venons d'exposer brièvement les différentes méthodes de correction appliquées aux bilans en période de dépréciation monétaire. Mais une fois la stabilisation opérée, le problème devait prendre une autre envergure. Si jusque-là la réévaluation touchait surtout les intérêts particuliers, elle devient désormais une question capitale au point de vue de l'Etat.

En même temps, les données du problème changent : un nouvel étalon est créé, et c'est d'après ce nouvel étalon qu'il convient de réévaluer les bilans, en exprimant les divers postes de ceux-ci en unités monétaires nouvelles. Ces bilans sont désormais officiellement reconnus; le problème fiscal se précise. La méthode à appliquer dépendra en principe

du caractère de la réforme monétaire. Nous allons voir comment ces questions ont été résolues dans les différents pays, à la suite de la stabilisation.

SECTION II

Mesures prises en Allemagne pour la réévaluation. — Leur influence à l'étranger, notamment en Autriche et en Pologne. — Résultats de ces mesures.

Le redressement économique, en Allemagne, s'opéra dans des conditions singulières. A partir du 13 octobre 1922, le reichsmark conservait, sans doute, sa valeur libératoire; mais cette valeur était basée désormais sur la volonté présumée des parties, qui pouvait être écartée par la manifestation suffisante d'une volonté contraire. Le mark restait toujours le mode de paiement légal; mais les prix du commerce de gros pouvaient être stipulés en monnaies étrangères ou en or. On atténuait de la sorte les conséquences de la règle légale, qui ne conservait plus que la force d'une présomption.

L'ordonnance du 5 mai 1918, frappant la spéculation illicite, avait autorisé la fixation des prix uniquement en fonction de la « situation économique générale », mais non en fonction de la variation du cours du change.

Le texte de l'ordonnance du 28 juillet 1923, qui veut préciser la notion vague de la « situation économique générale », est fort curieux : « Dans la situation à considérer, au sens de l'alinéa premier, sont compris l'avilissement ou l'amélioration (*sic*) du pouvoir d'achat de la monnaie, entre

la date de l'achat ou de la fabrication de la marchandise et la date de son aliénation (18) ».

Ainsi donc, le Gouvernement, dans cette ordonnance, sous couleur d'une loi interprétative, fait au fond une concession de principe de première importance. Il reconnaît officiellement que la monnaie est avariée et il permet de tirer de cette circonstance de fait des conséquences de droit qui ne seront plus désormais illicites, du moins dans le domaine des relations économiques internes.

L'ordonnance du 15 octobre 1923 qui introduit une monnaie nouvelle, le rentenmark, consacre un régime singulier où, à côté de la monnaie nouvelle, subsiste la monnaie dépréciée, laquelle ne perd point sa force libératoire et demeure le mode de paiement; ce privilège lui est maintenu et confirmé de nouveau par l'ordonnance du 7 novembre de la même année.

Mais quand le rentenmark reçut, en vertu de l'ordonnance du 17 décembre suivant, la force libératoire concurremment avec le mark déprécié, la question des bilans se posa immédiatement. En effet, deux jours après, le 19 décembre, le Dr Schacht publia une ordonnance prescrivant aux commerçants et aux industriels de tenir leur comptabilité en marks-or, pour mettre fin au désordre intolérable dans lequel on se trouvait.

Cependant, cette obligation de principe ne put être obser-

(18) Nous empruntons ce texte à la « Proposition de Loi Ramadier (28 juin 1928, p. 6) ».

vée immédiatement, certaines questions techniques n'ayant pas été réglées au préalable (19).

La comptabilité officielle, tenue jusqu'alors en reichsmarks, pratiquement réduits à néant, ne permettait point de passer d'un seul bond des comptes en trillions et quadrillions d'unités aux écritures normales en marks-or. En effet, aucune méthode de correction n'était applicable telle quelle, les deux étalons qui devaient servir de termes de comparaison étant pratiquement trop éloignés l'un de l'autre.

Il fallait plutôt en finir avec la comptabilité antérieure et dresser, non des bilans corrigés, mais des bilans nouveaux.

Ce fut l'objet de l'ordonnance du 28 décembre 1923 qui prescrivit aux Sociétés par actions de procéder à un inventaire général de leur situation et de l'exprimer en marks-or.

Mais alors se posa devant les rédacteurs de ces nouveaux bilans une question d'une importance considérable. Quelle allait être, dans la nouvelle formule, le sort du passif envers les tiers exprimé jusqu'alors en monnaie anéantie ? Les actionnaires allaient-ils, contre toute justice, conserver presque intact leur capital, puisque beaucoup de Sociétés avaient augmenté considérablement leurs immobilisations vers la fin de la crise et que leur situation, après inventaire, se révélait meilleure qu'on n'eût pu le supposer (20), alors que les créanciers de la Société et particulièrement les obligataires

(19) *Europe Nouvelle*, 23 février 1929, p. 252, note 11.

(20) *Frankfurter Zeitung*, 30 septembre 1924. Les bilans valorisés des 99 Sociétés, dont les titres étaient cotés à la Bourse de Berlin, n'accusaient qu'une perte de 16 % sur leurs actifs d'avant guerre.

seraient à peu près ruinés ? Il apparaissait souverainement injuste de voir ces Sociétés sortir de la tourmente avec des pertes relativement insignifiantes en comparaison de la ruine générale à peu près consommée.

Pour remédier à ce grave inconvénient et sauvegarder les intérêts si gravement compromis de la bourgeoisie moyenne, il fallait prendre à son égard des mesures spéciales et empêcher les chefs d'entreprises de dresser leurs bilans-or avant que le taux de revalorisation des créances commerciales ne fût établi. C'est alors que l'ordonnance du 14 février 1924 fixa le taux de ces créances à 15 % de leur valeur or. L'ordonnance du 28 mars 1924 ne fit que compléter les dispositions de celles du 28 décembre 1923.

La réforme, dans son ensemble, se présente donc sous l'aspect suivant :

Le bilan d'ouverture que tous les commerçants, astreints à tenir des livres de commerce, doivent dresser sur la base du mark-or, s'établit sans aucun lien avec les bilans antérieurs. Il est basé sur un inventaire général et prend date au 1^{er} janvier 1924.

Chaque poste de l'actif et du passif du nouveau bilan y figure avec la valeur qu'il a au moment où le bilan a été dressé, de sorte que la valeur de chaque poste devra être considérée, dans les bilans annuels ultérieurs, comme étant un prix d'achat ou de revient.

Toutefois, pour déterminer le capital qui, dans la situation toute nouvelle créée par cette réévaluation basée uniquement sur l'inventaire, est une quantité inconnue, on partira

du reliquat provenant de la différence entre l'ensemble des éléments de l'actif et celui des éléments du passif. Ensuite, selon le rapport de ce reliquat avec l'ancien capital actions, il y aura lieu d'envisager les trois hypothèses suivantes :

1° La valeur de l'actif social net dépasse celle du capital ancien : la plus-value peut-être alors capitalisée sous forme d'augmentation de capital et répartie *pro rata parte* parmi les actionnaires, ou comptabilisée comme réserve. Cette plus-value est frappée par le fisc (21);

2° La valeur de l'actif est égale au capital nominal : cette hypothèse ne souffre pas de difficultés. D'ailleurs, dans la pratique, elle ne se rencontrait guère;

3° Dans l'hypothèse la plus fréquente, l'actif était inférieur au capital nominal : dans ce cas, ou bien on procédait à une réduction de capital, et c'était le moyen le plus simple, ou bien on demandait aux actionnaires un nouveau versement proportionnel au nombre d'actions possédées par chacun d'eux sans aucune création d'actions nouvelles; mais il fallait pour cela le consentement des actionnaires, car le versement ne pouvait leur être imposé. Les Sociétés pouvaient encore recourir à un troisième moyen : c'était de créer à l'actif un compte « Dépréciation du capital », compte

(21) Le problème fiscal présentait peu d'intérêt même dans cette hypothèse, car la plus-value, d'ailleurs très rare, tout en étant réelle, n'était jamais considérable. La prétention du fisc aura une tout autre importance quand il s'agira de considérer les plus-values fictives et ceci pour une double raison, parce que d'abord il s'agira de savoir si, en principe, ces prétentions sont justes et, d'autre part, parce qu'il s'agira de sommes considérables par lesquelles ces plus-values sont exprimées.

qui ne devait pas légalement dépasser les 9/10^e de l'ancien capital nominal et devait être amorti en trois exercices au maximum.

Le capital social, après réduction, ne devait en aucun cas être inférieur à 5.000 marks-or pour les Sociétés anonymes ou en commandite par actions, et à 500 marks-or pour les G. M. B. H. (Sociétés à responsabilité limitée); toute Société qui ne pouvait satisfaire à ces conditions devait procéder à sa liquidation.

Telles étaient les grandes lignes de la réforme.

Il nous paraît utile de revenir ici sur la question de valorisation des créances commerciales, dont nous avons parlé plus haut, et dont le taux avait été fixé à 15 % de leur valeur-or. En comptabilité, ces créances valorisées devaient figurer naturellement au passif du bilan.

Cependant, il fallait envisager, tout en ménageant les créanciers, les difficultés que présentait pour certaines entreprises le règlement immédiat de leurs obligations. Bien que la perte d'actif subie par la plupart des Sociétés fût presque insignifiante (16 % pour les 99 Sociétés cotées à la Bourse de Berlin, *Frankfurter Zeitung*, 30 septembre 1924), l'accroissement immodéré de leurs immobilisations les privait de disponibilités pour faire face à leurs dettes. Nous avons souligné, au cours du chapitre précédent, ce manque de disponibilités dont souffraient les industriels et les commerçants. Par conséquent, les créances portées au passif pour 15 % de leur valeur-or, mais exigibles, risquaient d'empêcher pendant longtemps toute distribution de dividende

Pour obvier à ces difficultés, le législateur permit l'amortissement graduel et échelonné de ces créances, en autorisant les Sociétés à inscrire à l'actif de leurs bilans un compte d'ordre, dénommé « Poste compensateur de valorisation ». Ce compte était égal à la différence entre la valeur des créances revalorisées et leur valeur en monnaie dépréciée au cours du jour de cette revalorisation.

Les exceptions à cette règle générale de valorisation ne sauraient nous arrêter plus longtemps, n'étant que d'un intérêt secondaire pour le problème des bilans.

Les mesures prises en Allemagne ont eu une grande influence à l'étranger.

La loi autrichienne sur l'établissement des bilans en schillings, avec réévaluation des actifs et des passifs, est inspirée des ordonnances allemandes et particulièrement de l'ordonnance du 28 décembre 1923 (22).

La réforme monétaire en Pologne, suivie de près par les décrets du Gouvernement réglant le problème des bilans, présente également beaucoup de traits communs avec les lois allemandes.

La dépréciation du mark polonais n'eut pas tout à fait la gravité de la catastrophe du mark allemand. Cependant, elle atteignit, elle aussi, les proportions d'un véritable désastre, puisque l'unité de la monnaie nouvelle, le zloty, correspondait, à sa création, à 1.800.000 unités de la monnaie dépréciée.

(22) Raffegau, op. cit., p. 146.

Aussi le désordre économique en Pologne (23) eut presque les mêmes conséquences désastreuses qu'en Allemagne. En Pologne aussi, la comptabilité ancienne se révéla incapable d'assurer le contrôle de la situation des entreprises. C'est pourquoi l'on fut obligé d'employer la même méthode qu'en Allemagne pour fixer le capital des Sociétés dans les bilans à réévaluer.

Dans la plupart des cas, le capital nominal des Sociétés ne correspondait point à l'actif réel. Un décret du Président de la République, du 25 juin 1924, prescrivit d'établir, au plus tard le 1^{er} janvier 1925, un inventaire et un bilan d'ouverture en zlotys (24). Les Sociétés avaient le libre choix entre les différents systèmes de réévaluation; mais l'arrêté ministériel du Ministre des Finances, du 1^{er} juillet 1924, établit une distinction entre les entreprises, quant aux taux de réévaluation (25).

Pour les Sociétés qui ne pouvaient justifier d'une comptabilité régulière pour l'exercice 1923, le taux de conversion légal du mark polonais en zlotys était obligatoire. Pour celles, au contraire, qui avaient une comptabilité complète et régulière pour cet exercice, l'arrêté précité prévoyait l'application de divers taux suivant les mois de l'exercice où chaque élément de l'actif avait été acquis.

La réévaluation des différents postes du bilan se faisait

(23) Cf. Mabit, op. cit., pp. 145 et suiv.

(24) *Bulletin des Lois de la République Polonaise*, n° 55, du 30 juin 1924, Mabit, op. cit., p. 146.

(25) *Europe Nouvelle*, I. c., p. 253.

d'après le principe suivant : la valeur de chacun d'eux en zlotys ne pouvait dépasser ni le prix d'achat ni la valeur marchande des objet à l'époque de l'établissement du bilan. Cette mesure avait pour but de ne pas permettre de faire passer sous le couvert de la revalorisation les plus-values réelles résultant des différences positives entre le prix d'achat et le cours du jour.

Une fois ces postes établis, le capital de la Société était déterminé par la différence entre le total de l'actif et celui du passif, évalués en monnaie nouvelle. Cette mesure, analogue à la mesure prise en Allemagne, était rationnelle.

Le capital, déterminé de la sorte, était porté, selon son rapport avec le capital ancien, soit aux postes : capital social et capital de réserve, et ceci au passif ; soit aux postes : capital social et capital amortissement, ce dernier à l'actif (26).

Le capital social des Sociétés anonymes ne pouvait être, en principe, inférieur à 100.000 zlotys. Le montant minimum du capital des banques était fixé à un million de zlotys ; celui des Compagnies d'assurances à 250.000 ou 500.000 zlotys, selon les variétés de risques qu'elles assuraient.

Le problème fiscal était résolu par les articles 37 à 40 du décret du 25 juin 1924 (27). Etaient exempts de l'impôt :

1° « Les augmentations du capital social, à condition que le capital réévalué ne dépassât pas le montant des verse-

(26) Cf. Mabit, p. 147.

(27) Enquête de l'*Europe Nouvelle*, l. c. 253, col. 2, *in fine*.

ments effectués à l'origine et réévalués conformément aux dispositions législatives en vigueur. »

Le fisc ne frappait donc de l'impôt que la plus-value réelle du capital. Les considérations, que nous avons exposées dans le paragraphe précédent au sujet du problème fiscal en Allemagne, étaient applicables, *mutatis mutandis*, dans l'espèce.

2° « Les transformations de Sociétés nécessitées par la réévaluation des bilans. »

L'exonération de ces opérations des droits de timbre et de mutation s'expliquait par la préoccupation de protéger le commerce et l'industrie. Il eût été, en effet, peu prudent de percevoir le droit de mutation, quand il s'agissait de sauver à tout prix une entreprise et non pas d'acquérir une entreprise prospère.

3° « Les excédents qui apparaissaient dans le bilan d'ouverture, sauf, toutefois, le poste « divers », dont l'accroissement n'était exonéré que si son évaluation avait été faite conformément aux dispositions spéciales du législateur ».

Étaient exempts d'impôts également les excédents qui ne dépassaient pas plus de 10 % de la valeur or du capital initial (28) et ainsi s'accusait la même politique de faveur à l'égard du commerce et de l'industrie gravement atteints par l'inflation.

En conclusion, remarquons les traits communs de la

(28) Paragraphe 38, 2°, et paragraphe 40, Mabit, p. 147.

réforme des bilans en Allemagne, en Autriche et en Pologne (29) :

- 1° La réévaluation des bilans est obligatoire;
- 2° Le bilan d'ouverture consacre l'ère nouvelle de l'entreprise. Il n'a plus de commun avec les bilans antérieurs que le fait qu'ils sont libellés de la même manière;
- 3° Le capital ne figure pas parmi les postes réévalués, et il n'est rajusté que d'après les rapports se dégageant des opérations même de réévaluation;
- 4° Le problème fiscal ne présente pas de difficultés spéciales quant à l'imposition des plus-value fictives, celles-ci n'existant point.

En somme, la réforme a le caractère d'une sorte d'opération chirurgicale.

Si on compare la législation allemande avec la législation polonaise, on constate que les ordonnances allemandes sont le résultat d'études plus approfondies; elles règlent la situation d'une façon minutieuse tout en restant souples. Les mesures polonaises, tout en n'étant pas dépourvues d'une certaine souplesse, nous paraissent cependant pécher par un défaut d'exactitude.

Les conséquences économiques ont d'ailleurs démontré la valeur respective des deux systèmes.

(29) On peut y ajouter, paraît-il, la Ville libre de Dantzig, cf. Raffegau et Lacout, p. 147, et Warlomont et Wallemacq (*La Revalorisation des Bilans*, 1928, pp. 38 et 39).

SECTION III

Réformes des bilans en Tchécoslovaquie, en Belgique et en Yougoslavie. — Raisons de ces réformes. — Leur caractère particulier, leurs traits communs. — Le problème économique et le problème fiscal.

Nous avons esquissé, dans ses grandes lignes, la réévaluation des bilans dans les pays où la monnaie s'est anéantie complètement ou à peu près. La situation économique y était plus grave et par suite plus difficile à rétablir, mais l'intensité du mal, en permettant des mesures brutales et énergiques, a donné aux mesures prises un caractère en quelque sorte chirurgical qui a plutôt tranché les difficultés qu'il ne les a résolues.

Dans les pays comme la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Belgique, la réforme des bilans, dont nous allons essayer d'arrêter les contours, n'avait pas à remédier à la dépréciation totale de l'instrument monétaire. Aussi, des remèdes appropriés ont suffi, à l'exclusion de l'opération chirurgicale nécessaire ailleurs.

Au point de vue technique, le problème était souvent plus compliqué, car les difficultés devaient être résolues et non tranchées à la manière d'un nœud gordien, comme ce fut le cas en Allemagne, par exemple. Il ne pouvait être question

de faire table rase de la comptabilité antérieure, qui conservait une valeur de contrôle relative, puisque la dépréciation n'était que partielle. Il fallait seulement la réformer et l'adapter à une situation, défavorable sans doute, mais non désespérée et, comme les conditions dans lesquelles il a fallu opérer se sont trouvées très voisines de celles qui se sont présentées en France, les mesures prises fourniront des exemples d'une utilité pratique plus immédiate que celles que nous venons d'analyser.

La réévaluation des bilans en Tchécoslovaquie (30) a été réglée par la loi du 15 juin 1927 « sur les bilans de stabilisation ». Elle est intervenue après quatre ans de stabilisation de fait et près de huit ans de mesures énergiques qui ont permis de sauver la monnaie tchécoslovaque.

Il n'est pas inutile de rappeler les circonstances de la dépréciation monétaire en Tchécoslovaquie pour se rendre compte de la portée des réformes.

A peine la Tchécoslovaquie était-elle apparue sur la carte politique de l'Europe comme Etat indépendant, qu'une question grave se posa pour le Gouvernement de la jeune République. La couronne tchèque n'était pas encore séparée de la couronne autrichienne. Or, cette dernière était déjà sensiblement dépréciée et menaçait de s'avilir entièrement, étant

(30) Cf. A. Basch, *La Loi tchécoslovaque sur les Bilans de stabilisation*, dans *l'Europe Nouvelle*, 23 février 1929, pp. 247 et suiv. — Les textes du Projet de Loi et de la Loi, l. c. p. 259. — Cf. aussi l'Etude de la Législation tchécoslovaque dans la proposition de Loi Ramadier, pp. 17 et suiv.

donné que la réserve métallique de la Banque ci-devant impériale était très faible et qu'à Vienne, on fabriquait sans cesse des billets pour faire face aux besoins du Trésor vide.

Il fallait donc commencer par se désolidariser de la couronne autrichienne, les deux couronnes ayant jusqu'alors un même champ de circulation, une même cotation dans les bourses étrangères, une même force libératoire.

Des mesures aussi radicales que hardies furent prises grâce à l'initiative d'un grand financier en même temps que d'un grand homme d'Etat, M. Rasil.

Un beau jour, le pays ferma ses frontières et resta isolé pendant vingt-quatre heures; le lendemain, il avait sa monnaie nationale. En effet, pendant les vingt-quatre heures d'isolement, le public reçut l'ordre de présenter aux guichets de l'Etat tous les billets en circulation; la moitié de ces billets reçut une estampille et fut restituée aux porteurs, l'autre moitié fut retenue pour servir de gage à la nouvelle circulation. C'était une mesure brutale, une vraie expropriation à l'égard des détenteurs de couronnes; mais ce n'était qu'à ce prix que la Tchécoslovaquie pouvait avoir sa monnaie nationale. Le Gouvernement qui l'avait créée pouvait et devait désormais la défendre. Il y fut aidé, paraît-il, par l'or parvenu en Tchécoslovaquie après une longue odyssée.

La mesure initiale, suivie d'une politique énergique de déflation, devait amener sans délai une crise économique qui ne manqua pas de se produire. Nous n'insistons pas sur cette crise et ses péripéties. Il suffit de savoir que la réforme dont nous venons de parler est de 1919, et que ce

n'est qu'au début de 1923 que la couronne tchécoslovaque fut stabilisée de fait, au prix d'une crise grave du commerce et de l'industrie, trop fortement grevés d'impôts.

Le 1^{er} avril 1926, cette stabilisation de fait était consacrée par la Loi. Une année plus tard, la Loi du 15 juin 1927 sur les bilans était publiée. La monnaie, étant désormais saine, le législateur pouvait se préoccuper des intérêts économiques du commerce et de l'industrie qui avaient été écrasés d'impôts pendant la période de la crise monétaire.

Ce qui précède explique le caractère de la réforme.

La situation générale comptable se présentait en Tchécoslovaquie, après la stabilisation légale, à peu près comme en Yougoslavie, en Belgique ou en France, tous pays où la Loi a fixé pour la monnaie un cours inférieur à celui d'avant-guerre.

Les valeurs des immobilisations dans les bilans étant en général exprimées en couronnes d'une puissance d'achat supérieure aux couronnes stabilisées, les chiffres qui les exprimaient ne correspondaient plus à leur valeur effective. Les amortissements, par conséquent, étaient trop faibles et n'étaient plus proportionnés à la dépréciation des immobilisations. Dans ces conditions, les bénéfices accusés par le bilan et susceptibles d'être distribués se trouvaient trop élevés et les entreprises étaient en danger de voir la substance de leurs actifs s'amoindrir.

Déjà, la Loi du 3 mars 1921 avait tenté de parer à cet inconvénient dû à la dépréciation monétaire en accordant « des avantages fiscaux destinés à permettre la création de

fonds de remise en état (31) ». Cependant, cette Loi ne facilitait pas les réévaluations, car si l'on s'avisait de chiffrer les immobilisations suivant leurs valeurs actuelles, on risquait toujours de les voir frapper par l'impôt qui pesait déjà si lourdement sur les entreprises.

Mais, le besoin d'une réévaluation et d'une réévaluation réglementée des bilans, devint particulièrement pressante quand vint la stabilisation de fait, puis la stabilisation légale, accompagnée d'une réforme fiscale qui rendit progressif l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels, et fixa le taux de cet impôt d'après le rapport des bénéfices nets au capital propre de l'entreprise.

On comprend sans peine quelle fut alors la situation des Sociétés à l'égard du fisc : elles étaient astreintes à publier leurs bilans et ces bilans étaient faussés, puisque la peur de l'impôt avait empêché la réévaluation des actifs et que, d'autre part, la Loi mettait une limite étroite aux amortissements, lesquels devaient être en rapport avec la valeur nominale des postes.

La répartition des bénéfices n'était donc plus en rapport avec le capital, et l'impôt s'abattait lourdement sur eux. D'autre part, le capital perdait sans cesse de sa valeur réelle; la substance de l'actif s'amenuisait par suite de l'insuffisance des amortissements. C'était la ruine dans tous les cas, qu'elle vint des exigences du fisc ou de l'anéantissement du capital.

(31) Cf. Ant. Basch, l. c., p. 247.

Ce ne furent donc pas les préoccupations fiscales qui amenèrent le législateur à prendre des mesures par la Loi du 15 juin 1927, puisque, en tout état de cause, le fisc obtenait satisfaction; mais le but que l'on se proposa en réformant les bilans, ce fut de venir en aide aux entreprises, en leur permettant de mettre leurs bilans en harmonie avec leur situation réelle. Le fait pour les Sociétés d'être autorisées à exprimer toutes les valeurs de leur comptabilité en une même unité monétaire, désormais à l'abri des fluctuations, les libérait à l'égard du fisc et les empêchait de courir à la ruine.

Telle est assurément l'idée générale qui se dégage de l'exposé des motifs du projet de loi du Gouvernement tchécoslovaque sur les bilans de stabilisation. Quelques fragments de ce texte doivent être cités *in extenso* (32):

« Les bilans qui doivent offrir le tableau pécuniaire des ressources et du revenu de l'entreprise se trouvent formés de valeurs diverses quant à leur origine. Souvent le capital actions, à moins qu'il n'ait été augmenté de façon assez sensible, ne représente qu'une fraction de la fortune nette de la Société, et le rendement de nombreuses entreprises, calculé en prenant pour base ce capital-actions trop bas, paraît très élevé.

La situation actuelle d'un grand nombre de nos bilans a des conséquences défavorables à notre économie publique et à notre économie privée.

(32) Nous empruntons ce texte à *l'Europe Nouvelle*, numéro cité, pp. 259 et suiv.

« Avec les bilans, tels que nous les possédons actuellement, il est d'abord difficile de déterminer le rendement de l'activité des entreprises pour une période économique donnée, rendement qui seul permet de juger les résultats de cette activité et de décider de la répartition des bénéfices...

« Le rendement que l'on déterminera ne sera donc pas économiquement exact; il sera plus élevé que le rendement réel, effectif, qui correspond aux frais de remplacement nécessités par le renouvellement des valeurs investies. Si une entreprise devait continuer à travailler pendant une certaine période avec un rendement économique ainsi calculé de façon erronée, et si elle devait payer des dividendes et des impôts sur ce rendement apparent, elle se trouverait vite devant le danger de voir se dissiper les valeurs investies chez elle...

« Une politique économique bien dirigée exige que l'entreprise, au cours d'une période déterminée, constitue un fonds qui lui permettra de remplacer les installations techniques usagées...

« Les lois fiscales permettent que, sur le revenu d'une entreprise, on procède chaque année, sans supporter l'impôt, à l'amortissement d'une partie de la valeur des capitaux investis... Toutefois, ces lois permettent des amortissements sur les valeurs figurant aux bilans mais pas sur les valeurs réelles; elles ne font aucune distinction en ce qui concerne les valeurs des couronnes qui sont différentes quant à leur origine...

« Aujourd'hui donc, l'entreprise paie des impôts calculés

en partie sur un rendement simplement apparent et non sur un rendement réel...

« En vue d'écarter les conséquences dommageables, du point de vue économique, de cette situation, qui a notamment pour résultat l'impossibilité d'arriver à déterminer régulièrement le bénéfice net, il est nécessaire de procéder à une réglementation légale d'ensemble de la question. »

Remarquons bien que les maux que met en relief le texte ci-dessus sont justement les maux relevés par les partisans de la réévaluation des bilans en France; la situation monétaire qui s'est rencontrée en Tchécoslovaquie présente plusieurs analogies avec la nôtre. La stabilisation légale dans les deux pays a consacré une situation de fait existant depuis plus de deux ans. La réforme des bilans en Tchécoslovaquie présente donc au plus haut degré un intérêt pratique pour nous et son succès nous porte à croire que le législateur français pourrait s'inspirer avec succès de ses principes généraux.

On ne peut trop louer la largeur de vues qui a présidé à la réforme opérée par la Loi du 15 juin 1927.

Bien que l'importance de la réévaluation des bilans ait été ressentie aussi vivement en Tchécoslovaquie que chez nous à l'heure actuelle, elle est demeurée complètement facultative.

« Ceux qui, conformément aux dispositions du Code de commerce, tiennent des livres de commerce et ceux qui tiennent des livres agricoles destinés à l'indication du revenu net et à l'établissement de leurs ressources (actif et

passif), *peuvent*, à partir de l'exercice 1927 et au plus tard à partir de l'exercice 1931, procéder, selon les dispositions de la présente Loi, à une nouvelle estimation des objets utilisés de façon durable dans l'entreprise (terrains, immeubles, machines, installations et toutes choses similaires), et établir, d'après les nouveaux taux déterminés, un bilan d'ouverture devant servir de base au bilan de stabilisation. »

Tel est l'article premier de la Loi.

Comme on vient de le voir, quant aux délais fixés, la Loi est extrêmement large pour l'établissement des bilans réévalués. Le législateur laisse les entreprises libres de procéder ou non à cette opération et, si elles le veulent, elles ont la faculté de le faire pendant un délai de cinq ans.

On maintient la continuité des bilans, sauf pour les postes énoncés ci-dessus (terrains, immeubles, machines, installations et toutes choses similaires). Quant aux taux d'estimation des objets susceptibles de réévaluation, le législateur n'a prévu aucun coefficient obligatoire. Les entreprises sont libres d'évaluer ces biens comme elles l'entendent. La Loi impose seulement deux limites maximum, afin d'éviter la surestimation :

1° Une limite spéciale pour les machines et les installations; ce sera leur prix d'achat à l'époque de l'établissement du bilan d'ouverture, compte tenu des dépréciations subies du fait de l'usure;

2° Une limite générale pour les autres éléments de l'actif susceptibles de réévaluation; ce sera la valeur moyenne de

ces éléments à l'époque de la réévaluation, c'est-à-dire le prix de vente qui peut être obtenu sur le marché libre, compte tenu également des possibilités d'avenir de l'exploitation, des situations exceptionnelles ou purement personnelles (33). (Art. 2, §§ 1 et 2.)

Le législateur applique donc deux critères pour l'estimation, le premier purement objectif, l'autre subjectif et l'ensemble des dispositions de la Loi est d'une libéralité et d'une souplesse remarquables.

Les créances et les dettes figureront au bilan sans modification. Ce défaut de revalorisation des créances n'a pas pu atteindre la valeur des postes créditeurs et débiteurs dans les bilans qui ne devaient exprimer normalement que le résultat des obligations contractées pendant la stabilisation de fait; mais les prêteurs à long terme, tels les obligataires et les prêteurs sur hypothèques, ont dû subir dans ces conditions une dévalorisation de leurs créances de 7/8^e environ de leur valeur.

Telles sont les dispositions générales de la Loi tchécoslovaque.

Des dispositions spéciales sont consacrées par la même loi aux Sociétés par actions, Sociétés en commandite par actions et Sociétés à responsabilité limitée. Ces dispositions spéciales indiquent d'abord comment la plus-value des éléments réestimés doit être utilisée. Cette plus-value servira soit :

(33) Il faut noter que pour le cas de contestation, de la part du fisc, du taux de réestimation, un Tribunal arbitral était institué auprès de la Chambre de Commerce Centrale.

a) A l'établissement d'un fonds de réserve spécial qui, pendant un délai de quinze ans, à partir de l'établissement du bilan d'ouverture, ne pourra être utilisé qu'à la couverture des pertes (son utilisation pour compléter un dividende n'est par conséquent pas possible) (art. 4 et 5);

b) A l'augmentation du capital-actions (art. 6);

c) Simultanément aux deux buts sus-indiqués (art. 5).

L'art. 4 prévoit aussi le cas où la valeur des éléments réévalués serait inférieure à celle pour laquelle ils figuraient au bilan antérieur (al. 2). Cette hypothèse ne devait se rencontrer que rarement en pratique, surtout pour les Sociétés fondées pendant la crise monétaire. Les dispositions concernant cette éventualité sont inspirées, semble-t-il, par la législation allemande (al. 3), et cela se comprend; nous avons vu qu'en Allemagne, c'était le cas le plus fréquent.

Passons maintenant au chapitre IV, qui contient les dispositions relatives à l'impôt et aux frais.

Aux termes de l'art. 22, les plus-values résultant de la réévaluation ne sont pas soumises à l'impôt. S'il a été constitué un fonds de réserve et si ce fonds de réserve est utilisé pour les buts indiqués aux art. 5 et 6 (c'est-à-dire pour couvrir les pertes ou être transformé en capital-actions), ce fonds de réserve doit être considéré comme déjà imposé; il en est de même si l'entreprise est mise en état de liquidation.

L'art. 23 donne l'énumération des frais prévus pour les modifications aux statuts des Sociétés (augmentation du capital-actions, versements complémentaires, en cas de

moins-value des nouvelles évaluations, transformation partielle ou totale du fonds de réserve en capital-actions). Toutes ces opérations seront exemptes d'impôts ; sont exemptes également toutes additions ou modifications aux statuts des Sociétés, dans la mesure où ces modifications sont nécessitées par l'exécution de la présente Loi.

« L'accroissement du patrimoine social qui résulte de la nouvelle estimation des biens d'autres entreprises que celles dont il est question dans les art. 4 à 15 (c'est-à-dire Sociétés par actions et Sociétés à responsabilité limitée) n'est passible d'aucun impôt (34). »

Nous voyons donc avec quelle largeur d'esprit fut effectuée la réforme tchécoslovaque des bilans. Les chefs d'entreprises purent redresser leurs bilans conformément à leur intérêt, sans aucune contrainte de la part du législateur, d'une part et, de l'autre, sans encourir le risque d'aggraver la situation de l'entreprise par des impositions éventuelles, toutes les opérations de réévaluation rationnelles étant exemptes d'impôt.

Dans ces conditions, il sera particulièrement intéressant pour nous de voir comment les industriels et les commerçants ont accueilli la réforme et dans quelle mesure les entreprises ont procédé à une réévaluation si grandement facilitée par la Loi.

L'enquête précitée de l'*Europe Nouvelle* nous fournit d'intéressants renseignements à ce sujet.

(34) Ici, par suite de certaines omissions, on manque de précisions sur les intentions du Législateur.

Les opérations de réévaluation n'ont pas été immédiates, bien que la Loi ait été accueillie avec faveur. Cette abstention s'explique, paraît-il, par la difficulté qu'il y avait de déterminer si tel élément du bilan constituait ou non « un élément utilisé d'une façon durable » et, par conséquent, susceptible de réévaluation, ou bien par les particularités que présentaient les différentes régions du pays (Slovaquie et Russie subkarpathique); en effet, ces particularités devaient nécessairement faire varier les formalités prescrites pour le redressement. Une ordonnance du 16 février 1928 est venue préciser les règles à employer dans chaque cas.

Bien qu'à la suite de cette ordonnance le nombre des réévaluations ait augmenté, il est cependant encore assez minime. Beaucoup d'entreprises hésitent, paraît-il, à se décider à la réévaluation et attendent que les conditions économiques se précisent. Nous croyons que cette hésitation s'explique par ce fait que les amortissements, basés sur les chiffres de réévaluation, gêneraient sensiblement la répartition des bénéfices. Or, le fonds de réserve résultant de la plus-value ne peut pas, aux termes de la Loi, être employé pour compléter un dividende insuffisant. C'est pourquoi les Sociétés de puissance économique moyenne courraient le risque de mécontenter leurs actionnaires en réévaluant immédiatement leurs bilans (35).

(35) Il faut, croyons-nous, avoir également présente à l'esprit cette éventualité, quand on envisage la réforme des bilans en France.

La Loi, qui arrête beaucoup d'entreprises sur la voie de la réévaluation, en les privant de la possibilité de recourir au fonds de réserve, leur offre, d'autre part, un délai de cinq ans pendant lequel elles peuvent préparer la mise au point de leur réévaluation et passer, sans transition brusque, au nouveau régime.³

Les puissantes entreprises, au contraire, ont accepté le risque dont nous venons de parler. Les amortissements, exempts de l'impôt, sont, chez elles, sous le nouveau régime, très supérieurs aux anciens, ce qui constitue un avantage certain. Quant aux bénéfices, on estime qu'ils sont assurés et qu'ils seront suffisants, grâce au développement des affaires et à la stabilité des résultats.

En ce qui concerne le mode d'emploi de la plus-value, la plupart des entreprises ont combiné l'augmentation du capital avec la constitution d'un fonds spécial de réserve (36).

Tels sont les caractères de la réforme tchécoslovaque.

En Belgique, où la situation se rapproche beaucoup de celle de la France, la réforme des bilans présente, à notre avis, des caractères spéciaux qui sont une conséquence de la nature particulière de la crise monétaire belge (37).

Tout d'abord, la Belgique ayant été pendant la guerre

(36) *Europe Nouvelle*, cit. p. 21, col. 7.

(37) Edgard Allix : *La Stabilisation et la Réévaluation des bilans*, dans *Sans-fil*, n^{os} des 18 et 25 juillet et du 1^{er} août 1928. — Proposition de Loi Ramadier, sec. III. — Auteur anonyme de l'enquête de l'*Europe Nouvelle*, n^o cit., p. 249, c. 1. — Mabit, op. cit., p. 149.

occupée par les Allemands, la monnaie allemande, émise sans discrétion, chassa le franc belge. Après la guerre, le Gouvernement décida de reprendre au pair les marks allemands. Ce fut le commencement de l'inflation belge.

Le franc belge se déprécia assez vite et d'une façon continue jusqu'en septembre 1925; mais, à cette date, la Banque Nationale intervint et réussit à maintenir le cours du franc belge, par rapport à la livre, à 107 francs, du 9 octobre 1925 au 15 mars 1926. Cette stabilisation provisoire fut l'œuvre de M. Janssen (38).

Cependant, entre le 15 mars et la fin d'octobre 1926, une nouvelle chute se produisit et le franc belge, lié au sort du franc français jusqu'au mois de juillet suivant, continua à baisser de telle façon que le cours s'établissait, au mois d'octobre 1927, à 175 francs pour une livre anglaise. La monnaie perdait ainsi, pendant cette période, 40 % de sa valeur.

Les stocks, par contre, acquéraient une plus-value dans la mesure de la dépréciation.

Nous avons étudié, dans le chapitre qui précède, les effets de la dépréciation. Ces effets et les dangers qui en étaient la conséquence ne tardèrent pas à préoccuper les chefs d'entreprises. Le fisc, de son côté, émit la prétention de considérer la plus-value fictive, résultant de l'inflation, comme une augmentation taxable; ce qui aboutissait à enle-

(38) Proposition de Loi Ramadier, précitée. — F. Baudhuin, art. préc.

ver par conséquent aux entreprises, et cela en période de crise, une partie de leurs fonds de roulement (39).

La presse financière, à l'unanimité, entreprit alors une campagne pour la revision légale des bilans et M. Theunis appuya de son autorité cette manifestation unanime des intéressés.

Le Gouvernement, cependant, agit avec la plus grande prudence. Pour des considérations politiques, il abandonna la solution du problème des bilans à l'administration. La réforme des bilans fut alors opérée en Belgique par une série de circulaires que nous avons citées plus haut.

L'Administration, bien qu'elle disposât de pouvoirs assez étendus, ne pouvait pas cependant obliger les Sociétés à redresser leurs écritures; mais, d'autre part, elle favorisa les amortissements les plus larges, en y mettant comme condition la réévaluation de l'actif et la réforme des bilans. C'est que sa tâche principale était de faciliter aux entreprises la possibilité de résister aux effets de la dernière chute du franc.

Il faut noter, ici, que la réforme en Belgique ne se présentait pas tout à fait avec la même nouveauté qu'ailleurs, car, depuis 1920, les entreprises belges avaient « la faculté de redresser leurs bilans et de porter leur actif immobilisé au prix qui leur plaisait, le tout en franchise de l'impôt (40). »

(39) F. Baudhuin, p. 245, c. 1.

(40) F. Baudhuin, l. c. 245, t. II. — Loi Ramadier, p. 25.

Nous voyons donc dans quelle mesure la situation en Belgique différait de celle qui existait en France. Le jeu des règles fiscales favorisait la réévaluation parce que ces règles étaient défavorables aux Sociétés qui ne procédaient pas à cette réévaluation, du fait de la taxation de la plus-value et parce que, d'autre part, elles ne soumettaient à aucune taxe les actifs réévalués. Pour toutes ces raisons, la réforme belge a un caractère particulier, et nous ne croyons pas que le législateur français puisse s'en inspirer autant que de l'exemple tchécoslovaque.

L'économie de la réforme était la suivante : en ce qui concerne la réévaluation des stocks, la circulaire du 6 avril 1927 autorisa les entreprises à considérer la moitié de la valeur des approvisionnements qu'elles possédaient avant la dépréciation comme un bénéfice fictif et non taxable. On établit de la sorte, à forfait pour ainsi dire, la fixation de la hausse des prix à 50 %.

Mais cette plus-value ne pouvait être distribuée comme bénéfice ni servir aux rémunérations des administrateurs. Toutefois, pour bénéficier de cette exemption fiscale, le prix des stocks devait être payé avant la date de la dernière dépréciation. Cette dernière disposition se comprend. En effet, quand l'entreprise avait acquis ses stocks au moyen d'un emprunt ou d'un crédit, elle réalisait son bénéfice en acquittant sa dette avec la monnaie dépréciée et en gardant les stocks.

Cependant, l'exonération d'impôt de cette plus-value fictive n'était en réalité qu'un sursis. Quand la marchandise

était réalisée, cette plus-value devait être transférée à un compte spécial dont le solde figurait au passif du bilan au compte de profits et pertes. Ainsi donc, si dans la réévaluation on a su distinguer les plus-values réelles et les plus-values fictives, on les a confondues à la première mutation en faisant tout entrer dans le compte de profits et pertes. (Cf. *supra* la réévaluation allemande.)

Quant aux immobilisations, on se préoccupa de conserver la valeur économique de l'outillage. Comme l'Administration avait admis, dès 1920, le système de valorisation des actifs, les circulaires de 1927 ne considérèrent comme susceptibles de réévaluation que les immobilisations qui s'usent matériellement et doivent être amorties. On put réévaluer l'outillage, les machines, les bâtiments industriels, les frais d'installation, toutes choses devant être amorties; quant aux terrains, aux bâtiments d'habitation, aux bureaux, brevets, fonds de commerce, ils ne devaient pas être réévalués, l'Administration se refusant à les laisser amortir.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'économie de la réforme belge. Le principal reproche qu'on puisse lui faire, c'est de n'accorder qu'une exonération fiscale temporaire pour les bénéfices fictifs (41).

Son succès dans les cercles industriels et commerciaux fut plutôt moyen. D'après l'enquête de l'*Europe Nouvelle*, dont nous avons parlé, il n'y a que 30 % des entreprises qui ont réévalué leurs bilans.

(41) F. Baudhuin, p. 244, c. 1.

Pourquoi 70 % des Sociétés belges se sont-elles abstenues de profiter des avantages de la réforme, surtout de l'avantage de pouvoir augmenter le chiffre des amortissements ?

La cause doit en être cherchée, semble-t-il, dans les considérations que nous avons plus d'une fois exprimées dans les paragraphes précédents. Le passage brusque de l'ancien au nouveau régime parut aux chefs d'entreprises dangereux parce que, d'un côté, l'augmentation des amortissements devait diminuer les bénéfices et que, de l'autre, la situation économique générale du pays n'était pas encore rétablie définitivement; enfin, la crise économique, due à l'ascension de l'indice des prix qu'on observait alors, faisait redouter un arrêt des affaires, et, par voie de conséquence, pouvait compromettre les bénéfices éventuels.

Dans ces conditions, la réévaluation, qui comportait comme sa conséquence propre une diminution des bénéfices, paraissait particulièrement hasardeuse. C'est pourquoi l'on constate que, dans les industries où les profits sont faibles, (charbonnages, par exemple), il y eut peu de réévaluations; par contre, dans les industries prospères qui pouvaient se le permettre (électricité, par exemple) les réévaluations furent nombreuses (42).

Le législateur belge n'a pas cru devoir octroyer un délai assez long aux intéressés pour opérer la réévaluation, comme l'a fait le législateur tchécoslovaque. La Loi belge n'accordait même pas une année aux Sociétés pour se met-

(42) *Europe Nouvelle*, Enquête, p. 249, c. 2.

tre en règle et ce délai ne fut pas jugé suffisant par les entreprises moyennées pour s'adapter à la situation nouvelle : sous ce rapport, la réforme belge est beaucoup moins heureuse que la réforme tchécoslovaque.

Il nous reste à dire quelques mots, pour en terminer avec la réévaluation des bilans à l'étranger, de la réforme en Yougoslavie (43).

Dans ce pays, il y avait deux unités monétaires, le dinar serbe et la couronne autrichienne, et par conséquent une double comptabilité. Le législateur yougoslave a fixé, pour tenir compte de cette situation, un coefficient de valorisation pour les immobilisations opérées jusqu'à 1916 en dinars et un coefficient spécial pour les immobilisations opérées à la même époque en couronnes autrichiennes. Les postes représentant ces immobilisations pouvaient être augmentés jusqu'à un chiffre cinq fois supérieur à celui pour lequel ils figuraient au bilan s'ils avaient été exprimés en dinars et, jusqu'à un chiffre vingt fois supérieur, s'ils avaient été libellés en couronnes.

Pour les immobilisations effectuées en couronnes au cours des années 1917 et 1918, le coefficient de conversion était 5. La valeur des immobilisations portée dans le der-

(43) Voir *Europe Nouvelle*, p. 251, c. 2. — Nous avons volontairement omis de parler du problème de la réévaluation en Italie : les conditions sociales en ce pays se trouvent, depuis l'avènement du fascisme, très différentes de ce qu'elles sont dans le reste de l'Europe ; les réformes qui y ont été mises à l'étude en vue de la réévaluation des bilans, depuis la stabilisation, s'appliquent à une situation qui a si peu de points communs avec la nôtre que nous ne pouvons en tirer aucun enseignement utile.

nier bilan avant le 31 décembre 1921 devait servir de base à la valorisation (44).

La plus-value ainsi obtenue ne devait pas être considérée comme un bénéfice; elle ne devait donc pas être soumise au paiement de l'impôt indirect ni à celui des taxes, quel que fût le poste auquel on l'avait appliquée : capital, fonds général de réserve, réserves spéciales... Toutefois, la Société ne pouvait distribuer la somme obtenue par la valorisation, en totalité ou en partie, sous forme de dividende, tantièmes, ou rémunération de quelque sorte que ce fût (45). La réévaluation était purement facultative. La réforme yougoslave s'est accomplie dans des conditions particulières et nous ne l'avons esquissée que d'une façon sommaire : ce qu'il faut retenir, c'est l'esprit libéral au point de vue de la fiscalité et le caractère facultatif des mesures qui sont les traits saillants de cette réforme.

(44) Voir le texte de la Loi, *Europe Nouvelle*, p. 264, art. 1^{er}.

(45) Art. 2 de la Loi.

CHAPITRE III

Le Problème de la Réévaluation en France

SECTION I

Généralités. — Caractère de la stabilisation du franc. — La question de la plus-value de l'actif avant la stabilisation. — Caractère particulier de la comptabilité en France. — Etat actuel du problème de la réévaluation. — La contrepartie au passif de la plus-value de l'actif. — Le problème fiscal.

Nous avons étudié, dans les chapitres précédents, comment le phénomène de la dépréciation influence la comptabilité, les erreurs que renferment les bilans non ajustés et les conséquences économiques qui en découlent et qui compromettent souvent la bonne marche des affaires.

Dans le chapitre II, notamment, nous avons vu comment le législateur étranger s'est attaché à parer à ces inconvénients qui compromettaient le fonctionnement régulier de la vie économique dans les différents pays.

On connaît les péripéties de la dépréciation monétaire en France après la guerre; nous n'avons donc pas besoin d'en refaire l'historique. Ce qu'il faut retenir, c'est le caractère de

lenteur qu'a revêtu la baisse du franc qui, durant plusieurs années, subit des fluctuations, une période de hausse momentanée succédant quelquefois à une période de baisse, ainsi que cela se produisit, par exemple, au cours des années 1921-1922, pendant lesquelles les moyennes de l'indice du change (2,59, 2,38) se sont trouvées plus favorables que celles de 1920 (2,79).

Cependant, malgré quelques redressements éphémères, le franc continua à se déprécier jusqu'en 1926 où, en quelques mois, il perdit jusqu'à 50 %, quand, au mois de juillet, le cours du dollar atteignit le chiffre de 50 environ et le cours de la livre celui de 240. Pendant les mois suivants, la monnaie française regagna assez vite une partie des points perdus et le Gouvernement de M. Poincaré put établir une stabilisation de fait.

La Loi du 24 juin 1928 consacra légalement l'état de choses existant depuis deux ans. La fiction légale fut abolie pour l'avenir. Elle subsista néanmoins pour le passé.

Alors le problème des bilans se posa dans toute son ampleur. En effet, tous les inconvénients que nous avons eu l'occasion d'observer dans les chapitres précédents, ne pouvaient pas ne pas se présenter d'une façon plus ou moins accentuée dans les bilans français.

L'actif exprimé dans les bilans des Sociétés ne correspondait généralement plus à sa valeur réelle. Nous avons vu que le législateur belge, dès 1920, avait permis aux entreprises de porter leur actif immobilisé aux prix qu'ils jugeaient convenables et ce, en franchise d'impôt. Les entre-

prises belges avaient donc eu de la sorte la possibilité de redresser leurs bilans avant la réforme de 1927 sans avoir à redouter les prétentions exagérées du fisc,

En France, cette possibilité n'avait pas été offerte aux chefs d'entreprises.

Comment donc la question des plus-values de l'actif et de leur contre-partie au passif se présente-t-elle, d'une façon générale, au point de vue juridique et surtout au point de vue fiscal (46) ?

Une première opinion, un peu simpliste à notre avis, et qui était celle des praticiens avant la guerre, consiste à dire que les plus-values doivent être inscrites au compte de profits et pertes. Cette opinion est basée sur la définition courante du bénéfice, considéré comme excédent de l'actif sur le passif, même quand cet excédent n'est pas encore réalisé. Dans cette ordre d'idées, les praticiens admettaient l'inscription des valeurs de bourse à l'actif, non pas d'après leurs prix de revient, mais d'après leurs cours actuels (47).

Une note signée A. W. (S. 1901, pp. 537 et suiv.) soutient que « le bénéfice réel, c'est l'excédent, au moment où est fait l'inventaire annuel, de l'actif social brut, sur le passif; ... le bénéfice, poursuit la note, est l'excédent de l'actif sur le passif, que cet excédent dérive d'une recette, d'une augmentation de valeur ou de toute autre circonstance ».

(46) Ce problème a été traité par Mabit (op. cit., pp. 103 et suiv.), qui a résumé aussi les controverses de la doctrine.

(47) Cf. Mabit, pp. 103, 104, et l'arrêt d'Erlanger (Paris, 18 mars 1887), cité par cet auteur.

D'autre part, l'auteur anonyme d'une autre note (S. 1901, 2, 297), en invoquant l'autorité de l'éminent civiliste qui signe A. W., dans la note précédente, expose ce système en ces termes :

« Juridiquement, la seule solution exacte est celle d'après laquelle tous les éléments de l'actif doivent être estimés d'après leur valeur au jour de l'inventaire... Il serait inadmissible que les objets composant l'actif dussent être estimés, non pas uniformément d'après leur prix d'achat ou d'après leur valeur, mais d'après la plus faible de ces deux sommes... On interdirait ainsi la distribution de bénéfices réels, puisque les bénéfices réels sont constitués par l'excédent de la valeur de l'actif sur l'ensemble du passif... »

Cette opinion permettrait donc de distribuer un dividende conformément aux chiffres obtenus, d'après la simple constatation d'une plus-value. Il faut observer cependant que les notes ci-dessus ont été rédigées à une époque où personne ne pouvait prévoir les plus-values résultant de la dépréciation de la monnaie.

Mais ce critère purement formaliste est rejeté par la plupart des auteurs qui estiment que les immobilisations doivent toujours figurer à l'actif au prix de revient (48). La

(48) Thaller : *Traité élémentaire de Droit Commercial*, 1916, p. 145. — Charpentier : *Traité pratique des bilans*, 1921, p. 89. — Quesnot : *Administration financière*, 1927, p. 241. — Deschamps : *Des vérifications et des expertises en comptabilité*, 1924, pp. 71 et autres. — Mabit en donne une excellente raison : On ne peut pas estimer au prix courant les éléments de l'actif qui ont pour la Société une valeur d'emploi ; or cette valeur d'emploi, jusqu'à ce qu'elle soit réalisée, sera toujours correspondante au prix de revient, op. cit., p. 104.

Cours de Paris, dans un arrêt de principe du 16 avril 1870 (S. 71, 2, 169) s'est d'ailleurs prononcée dans ce sens.

Quoi qu'il en soit de cette discussion en temps normal, il est certain que le critère proposé dans le premier cas conduirait, en temps de dépréciation monétaire, aux pires erreurs, car les administrateurs, qui procéderaient à une répartition de bénéfices aux actionnaires en se basant sur ce simple fait que le bilan accuse une plus-value nominale, procéderaient en réalité à la distribution de dividendes fictifs.

Mais que faut-il entendre par dividendes fictifs ? On désigne généralement par ces termes : les dividendes qui portent atteinte à l'intégralité du capital (49). Cette formule, séduisante par sa simplicité, pêche par défaut de précision. Elle n'est exacte que si on l'applique au capital pris dans le sens économique. Mais on substitue généralement en France à ce sens économique le sens comptable, et alors tout excédent de l'actif sur le passif pourrait être distribué aux actionnaires si les disponibilités le permettaient, même si cet excédent provenait d'une valorisation.

C'est du moins la confusion qui se fait généralement en France et qui a déjà été aperçue par M. Barrault dans l'exposé des motifs de la Loi de 1863 ; il déclare à ce sujet qu'une confusion a été commise entre la notion de capital et les disponibilités en caisse (50 : « Si l'on fait la répartition de bénéfices avant qu'ils soient effectivement réalisés,

(49) Mabit, op. cit, p. 106. — Thaller et Percerou : *Traité de Droit Commercial*.

(50) *Recueil juridique des Sociétés*, 1924, p. 65. — Mabit, p. 106.

avant que la caisse sociale ait reçu les sommes qui en sont la représentation, c'est sur le capital social qu'est pris ce qui est donné aux actionnaires sous le nom de dividendes (51)... »

Cette confusion est due sans doute à une méconnaissance du mécanisme de la comptabilité en partie double. Cette méconnaissance est compréhensible du fait que la comptabilité en partie double n'a jamais été obligatoire, pas plus qu'elle ne l'est encore actuellement en France.

Le rapporteur de 1863 essaie, semble-t-il, de comprendre dans le terme « capital » toutes les notions que lui suggère la variété des sens attribués à ce mot dans le langage courant.

Il faut noter ici l'importance pour notre problème de la question de telle ou telle comptabilité obligatoire. Ce n'est qu'en 1921, sur l'initiative de M. Fleury-Ravarin, que la proposition de Loi sur la comptabilité obligatoire en partie double fut soumise à la Chambre. Le moment était mal choisi en raison de l'instabilité monétaire et de la crise économique générale. La proposition ne s'est donc jamais transformée en Loi.

Cependant, lorsqu'on préconise la réévaluation obligatoire des bilans, on sous-entend souvent la réglementation simultanée de la comptabilité, c'est-à-dire la revision du titre II du livre I^{er} du Code de Commerce (art. 8 à 17) concernant les livres de commerce.

(51) Cf. Cass. crim., 21 juillet 1898, S. 1901, pp. 537 et suiv., notamment p. 540, col. 3.

M. Palmade (52) souligne la distinction entre les deux problèmes : l'un, celui de la réévaluation, problème momentané et transitoire, évoqué par le fait de la stabilisation; l'autre, celui de la codification des bilans indépendant de la réforme monétaire et ayant une autre portée. La réglementation de la comptabilité est destinée à préciser, par la voie législative, les règles d'après lesquelles le bilan d'une entreprise doit être dressé.

Par exemple, tel poste de l'actif (valeurs en portefeuilles ou marchandises) doit-il être inscrit à l'actif du bilan d'après son prix de revient ou d'après son cours moyen pendant l'exercice ou encore d'après son cours actuel? Quels seront les taux d'amortissement minimum et maximum pour les différents éléments de l'actif?

Les articles précités du Code de Commerce ne prévoient que la tenue des livres. Il est vrai que la plupart des Sociétés tiennent une comptabilité en partie double, mais qui-conque a eu l'occasion de jeter les yeux sur des livres de comptabilité sait combien varient les procédés d'établissement des bilans dans les différentes entreprises.

Quoi qu'il en soit, nous sommes obligés de constater que notre situation comptable légale diffère sensiblement de celle de nos voisins. Nous acceptons la distinction théorique de M. Palmade; mais nous devons nous rendre compte que la réévaluation obligatoire des bilans en France offre des

(52) Maurice Palmade : *Le problème des bilans*, dans *Le Capital*, 26 juillet 1928.

particularités d'un caractère infiniment délicat, vu la diversité des principes et des règles auxquels obéissent dans l'espèce les Sociétés françaises. Le législateur français ne se trouve pas, en effet, devant une méthode homogène de comptabilité. C'est pourquoi, parmi les partisans d'une réévaluation obligatoire, la voix sage de notre éminent économiste M. Allix (53) recommande de suivre l'exemple belge, et de réaliser la solution du problème par la voie administrative, sans intervention du législateur, car « la question à régler est une question très délicate et de caractère essentiellement technique (54) ».

Nous nous sommes permis d'introduire dans notre discussion sur la contre-partie de la plus-value la question de la réglementation de la comptabilité. Revenons à notre sujet. Pourquoi devons-nous rejeter l'inscription de la plus-value au compte de profits et pertes ?

Au point de vue juridique, les profits d'une entreprise sont ses fruits civils. Or, les fruits civils ne sont que le produit du capital acquis suivant la destination de ce dernier, *salva rerum substantia*, c'est-à-dire sans que la substance du capital soit altérée. Il faut noter ici que dans cette définition, le terme de capital ne correspond pas nécessairement au capital-poste du bilan. Le droit civil se préoccupe de choses réelles, et, quelle que soit la théorie compta-

(53) Allix : *La stabilisation et la réévaluation des bilans*, dans *Sans-Fil*, nos des 18 et 25 juillet et 1^{er} août 1928.

(54) *Sans-Fil*, 1^{er} août 1928.

ble, la distribution de la plus-value de l'actif va se heurter nécessairement à une impossibilité juridique.

D'ailleurs, la vraie conception de la comptabilité ne se heurtera jamais à ce principe de droit civil.

Quant à la conception comptable habituelle, c'est avec raison que M. Mabit affirme que « le bénéfice ne résulte pas du bilan, mais des comptes d'exploitation et des résultats de l'entreprise (55) ». Il se trouve simplement vérifié par l'excédent de l'actif sur le passif. Or, la plus-value provenant de la valorisation ne résulte pas des comptes d'exploitation, mais de réévaluations. Elle ne peut par conséquent être balancée que par la création d'une réserve ou par l'augmentation du capital.

Ici, les controverses des auteurs sur la nature juridique de ces deux opérations ont donné au problème un caractère extrêmement délicat. M. Houpin (56), qui a énergiquement rejeté l'inscription des plus-values au compte des profits et pertes, s'est prononcé pour l'inscription de ces plus-values à un poste particulier de réserve spéciale au passif. Selon cet auteur, si une immobilisation vaut en réalité plus que le chiffre portée au bilan ne l'accuse, il faut, tout en conservant le chiffre du prix de revient pour lequel cette immobilisation figure au bilan, inscrire à l'actif sa plus-value et balancer ce poste au passif par un poste de

(55) *Op. cit.*, 108.

(56) *Journal des Sociétés*, 1923, p. 481. — Houpin et Bosvieux : *Traité général théorique et pratique des Sociétés civiles et commerciales*.

« réserve spéciale », indisponible, représentant la plus-value de l'actif. Au cas où l'on procède à la cession de l'actif immobilisé, le bénéfice réalisé sera dans ce système porté au crédit du compte « profits et pertes ». Le montant du compte de réserve spéciale sera simultanément réduit dans la mesure où la plus-value de l'immobilisation réalisée est entrée dans cette réserve. Dans le cas de moins-value constatée, les postes de l'actif et du fonds de réserve spéciale au passif subiront une réduction correspondante.

C'est avec raison que M. Mabit critique ce système (57) pour une période normale, parce qu'il aboutit à dresser chaque année le bilan de liquidation, tandis que le bilan annuel n'est destiné qu'à exposer la situation actuelle de l'entreprise et à renseigner sur la façon dont les capitaux engagés (passif du bilan) ont été employés (actif du bilan) à la date de clôture de l'exercice.

Au contraire, en période d'inflation, ce système est parfaitement applicable et donne une solution juridique à la réévaluation du bilan dont les postes ont été faussés par la dépréciation de la monnaie (58). Seulement, à notre avis, même dans le cas de cession d'une immobilisation, la plus-value réalisée ne peut pas être portée au compte de profits et pertes, puisqu'elle ne constitue pas un élément de bénéfice distribuable et cela pour cette simple raison qu'elle ne rentre pas dans la catégorie de fruits civils, mais repré-

(57) *Op. cit.*, p. III.

(58) Dans le même sens, Mabit, p. 112.

sente une fraction de substance de l'entreprise, une fraction de son capital. Nous croyons, par conséquent, qu'elle doit être affectée en tant que plus-value fictive à la réserve spéciale, comme plus-value réalisée, qui doit rester cependant à l'abri de distribution de dividende.

Après la stabilisation, ce système de création de réserves que l'on vient d'exposer ne présentera plus de garanties suffisantes pour l'exploitation régulière des Sociétés. Cette réserve spéciale créée par une Assemblée générale n'a sa raison d'être que si elle est indisponible. Or, une autre Assemblée pourrait facilement, dans l'état actuel des choses, supprimer cette réserve ou l'employer de n'importe quelle façon (59). En effet, la Loi du 22 novembre 1913, modifiant l'art. 31 de la Loi du 24 juillet 1867, donne des pouvoirs très amples à l'Assemblée générale pour modifier les statuts mêmes de la Société en les limitant par cette règle : que l'Assemblée générale ne peut pas augmenter les engagements des actionnaires. Par conséquent, et à plus forte raison, notre réserve « indisponible » ne constitue pas une solution juridiquement adéquate.

D'autre part, l'existence d'une réserve, dépassant, selon toute probabilité, le montant du capital, peut avoir des conséquences gênantes pour l'administration de la Société. Les profits des actionnaires, par rapport au capital originairement investi, ont l'air d'être exagérés, ce qui n'est pas toujours d'un effet excellent.

(59) Cf. Mabit, p. 113.

Donc, la création de cette réserve ne donnant pas satisfaction en cas de stabilisation légale, il faut rechercher une autre solution : ce sera la transformation des plus-values d'actif en augmentation de capital.

Cette question se rattache à celle plus générale de la transformation des réserves en actions, qui n'est pas une question nouvelle pour la doctrine (60).

Bien avant qu'il fût question du désordre introduit par l'inflation, les auteurs s'étaient demandé si la transformation des réserves de toute nature, réserves apparentes votées par l'Assemblée des actionnaires, ou réserves occultes provenant d'amortissements exagérés, pouvaient légalement être transformées en augmentation de capital. Depuis la stabilisation, la question s'est élargie et porte également par analogie sur les plus-values provenant de la réévaluation consécutive à la baisse du franc.

Pour la plupart des auteurs (61), la transformation des réserves en actions se décompose en une répartition des réserves à transformer et en une souscription aux actions du capital augmenté et elle constitue une aggravation des engagements des actionnaires; aussi exige-t-elle leur consentement unanime. M. Wahl (62), qui analyse l'opération comme eux, estime cependant que, d'après la Loi de 1913,

(60) Mabit, *op. cit.*, pp. 144 et suiv.

(61) Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, t. II, n° 876. — Wahl, *Journal des Sociétés*, 1900, p. 347. — R. Rousseau : *Des Sociétés commerciales* n° 2570 bis. — Arthuys, *Traité des Sociétés commerciales*, 1906, n° 621, N. 2.

(62) *Journal des Sociétés*, 1907, pp. 177 et suiv.

cette mesure ne dépasse pas les pouvoirs de l'Assemblée générale, puisqu'elle n'impose aucun versement aux actionnaires et par conséquent aucune obligation nouvelle.

Pour M. Thaller (63), et nous nous rangeons à cet avis, il n'y a rien dans cette transformation en actions qui puisse léser les actionnaires qui s'enrichissent d'une capitalisation gratuite, ni même les créanciers dont elle augmente le gage.

En outre, il est bien inutile de supposer une distribution de réserves suivie d'une souscription par compensation; en effet, les réserves ne sont pas représentées par de l'argent, mais par des travaux, des marchandises, en un mot par des immobilisations. Il n'y a ni apports en espèces, ni apports en valeur. Il n'y a donc pas lieu de se conformer aux formalités ordinaires d'augmentation : bulletin de souscription, confection d'une liste notariée, tenue d'une Assemblée générale pour vérifier la sincérité de souscription et de versement...

Il ne s'agit que d'une plus-value officiellement reconnue aux actions; c'est une opération régulière, facile, qui a comme unique conséquence en comptabilité de faire passer les réserves au compte « capital ». L'Assemblée générale peut donc consacrer juridiquement l'opération par une simple délibération.

Les actionnaires perdent bien, il est vrai, par la conversion des réserves en actions, la faculté d'en disposer librement à l'avenir; mais il n'y a pas lieu pour cela d'obtenir leur consentement unanime, car il n'y a pas de charge nou-

(63) *Annales de droit commercial*, 1907, pp. 177 et suiv.

velle imposée aux actionnaires et, d'autre part, économiquement, leur situation reste la même, parce que ces réserves remplissent les mêmes fonctions que le capital : le bénéfice des actionnaires est constitué, *parte in qua*, par le rapport du capital et, *parte in qua*, par les réserves sans aucune distinction.

On pourrait dire à la vérité que les réserves, une fois passées, non seulement économiquement parlant mais juridiquement parlant, dans le capital, deviendraient indisponibles, puisque s'il appartient aux actionnaires, à un moment donné, d'affecter à la distribution des dividendes une partie des réserves, il n'en saurait être de même pour le capital.

Mais si on considère cette situation comme une restriction aux droits des actionnaires sur certains éléments appartenant au patrimoine de la Société, cette restriction ne constitue pas le moins du monde une charge, et même il y a plus : pour en revenir à la réalité des choses, la majorité pourra maintenir aussi longtemps qu'elle voudra les réserves dans leur état de réserves et ainsi les rendre entièrement indisponibles à l'égard des actionnaires pris *ut singuli*.

Mais du moment que ces réserves sont incorporées dans le capital et que les actions supplémentaires sont distribuées, les actionnaires désormais peuvent en disposer *ut singuli*. Par conséquent, loin de restreindre les droits patrimoniaux des actionnaires, cette opération leur restitue toute la liberté voulue.

Il n'y a pas identité absolue entre la plus-value nominale de l'actif dégagée par la valorisation et les réserves proprement dites, lesquelles sont prélevées sur les bénéfices, tandis que la plus-value n'est que le résultat d'un redressement consécutif à la baisse de la monnaie.

La plus-value d'actif peut-elle, comme les réserves, donner lieu à une augmentation régulière de capital ou doit-elle être rejetée comme juridiquement impossible ?

Nous retrouvons ici en présence les deux thèses précédentes : la première, qui a pour elle l'autorité de M. Houpin et celle de M. Wahl, repousse la possibilité d'incorporation des plus-values au capital par voie d'augmentation de celui-ci ; l'autre, qui est celle de M. Percerou, et qui a nos préférences, admet cette possibilité et la considère comme la seule solution pratique de la question de la plus-value.

Pour M. Houpin, fidèle à l'opinion qu'il soutient pour les réserves et que nous venons d'exposer sommairement, il estime qu'une augmentation de capital n'est régulière que s'il y a versement effectif des associés ou apport réel. D'ailleurs, la jurisprudence de la Cour de Cassation est dans ce sens. (Arrêts des 6 mars 1922 et 11 avril 1927.) Or, les plus-values ne sauraient constituer un apport en nature ou même en numéraire et, par conséquent, elles ne peuvent être incorporées au capital par une simple délibération de l'Assemblée. Pour les utiliser à cet effet, selon M. Wahl, il faut décomposer l'opération en une distribution aux actionnaires suivie d'une souscription aux actions nouvelles à l'aide des fonds distribués.

Il y a enfin, selon M. Houpin, un autre obstacle encore à la transformation de la plus-value en actions : c'est le principe de la fixité du capital. En cas de liquidation, surtout s'il y a des parts de fondateur, les actionnaires n'ont droit de prélever que la valeur nominale de leurs actions.

En résumé, suivant ces auteurs, pour arriver à l'augmentation du capital à l'aide de la plus-value, il faudrait procéder à une dissolution de la Société et faire apport de son actif à une autre Société, le dit apport tenant compte de la plus-value et soumis à l'approbation des actionnaires suivant les articles 24 et 27 de la Loi du 24 juillet 1867.

On voit de quelles formalités seraient accompagnées les revisions officielles des bilans. Au lieu de donner une telle solution qui n'en est pas une, mieux vaudrait déclarer en toute franchise que ces opérations sont impossibles.

Heureusement, la doctrine n'en est pas restée là. M. Percerou, reprenant la théorie de M. Thaller, est d'un autre avis. Le capital, pour lui comme pour M. Thaller, n'est plus une entité de valeur fixe, entité qui ne permettrait pas d'y comprendre les plus-values dues à des événements extraordinaires, susceptibles de diminuer ou de disparaître avec les causes qui les ont produites. Le capital se définit alors : « une ligne idéale tracée dans l'actif sans identifier les valeurs précises, autour du cercle de la valeur primitive des apports (64). ».

Partant de cette définition, il estime qu'il y a lieu, au cas

(64) *Journal des Sociétés*, 1921, pp. 145 et suiv.

où la valeur des apports viendrait à diminuer, d'amortir la perte ainsi accusée à l'aide des bénéfices ultérieurement réalisés.

Et réciproquement, si la valeur en francs de la mise de fonds primitive s'est accrue, la Société doit pouvoir augmenter son capital pour faire coïncider ce dernier avec l'accroissement de la valeur des apports.

Si l'Assemblée générale des actionnaires a juridiquement le pouvoir de transformer les réserves en capital, elle doit avoir aussi la faculté de mettre le capital en harmonie avec l'actif valorisé.

Et, même s'il était interdit à l'Assemblée générale de transformer les réserves en actions, parce que cette transformation aggraverait la situation des actionnaires dissidents, privés de la distribution de ces réserves, l'incorporation des plus-values au capital resterait dans les pouvoirs de l'Assemblée, puisque ces plus-values n'ont jamais représenté de bénéfices distribuables.

Quelle est donc en définitive la valeur de l'objection de MM. Houpin et Bosvieux, en ce qui concerne la fixité du capital ? Il est évident qu'à l'égard des tiers, le capital exprimé dans les statuts constitue le trait économique essentiel de la personne morale qu'est la Société et que la reconnaissance et le fonctionnement de la Société comme personne morale à l'égard des tiers sont subordonnés à la clarté et à la fermeté des traits qui la caractérisent et avec lesquels les tiers doivent compter dans leurs rapports avec elle.

Et alors, on comprend fort bien qu'il n'appartienne pas à la seule volonté des organes de la Société d'en modifier les traits, lesquels ont servi et servent toujours d'assiette et de base pour les calculs sur lesquels reposent les droits des tiers dans leurs rapports avec la Société. La volonté unilatérale de la Société ne peut évidemment rien y changer.

Mais il en est tout autrement quand la Société cherche, par la juste application des règles de revalorisation, qui sont établies par des autorités compétentes et en dehors d'elle, règles dont la connaissance est accessible à tout le monde, à donner l'expression, dans les chiffres qui révèlent sa structure économique, d'un facteur nouveau, indépendant d'elle, c'est-à-dire de la dépréciation monétaire, légalement reconnue par le fait de la stabilisation.

Bref, ce n'est que l'application des règles, opposables à tous, d'après lesquelles doivent être tirées les conséquences d'un phénomène monétaire opposable également à tous, du fait de sa légalisation, dans le plan du patrimoine des Sociétés, prises individuellement.

Ainsi donc, l'opération devient une simple opération comptable; c'est une simple question de mots qui a sa valeur, parce qu'il est toujours bon de donner aux choses les noms qui conviennent et de contribuer ainsi, autant que possible, à la clarté des situations.

Au moment de la constitution de la Société, ses moyens d'action (immobilisations, marchandises, espèces en caisse) étaient balancés au passif par le compte capital. Si, par suite de variations dans l'étalon monétaire, l'actif est rééva-

lué, ce serait une anomalie de prétendre maintenir le capital à sa valeur ancienne sous prétexte que le caractère essentiel du capital dans une entreprise est la fixité.

En résumé, et c'est notre conclusion sur ce point, la transformation de la plus-value en augmentation de capital est parfaitement licite; elle est en outre la seule rationnelle. Elle est du ressort de l'Assemblée générale et, dans l'hypothèse d'une stabilisation légale, c'est la seule qui convienne à la revision officielle des bilans.

Nous ne nous arrêterons pas à la question de savoir si l'on doit limiter aux plus-values des immobilisations l'augmentation du capital ou si on doit l'étendre à la plus-value des stocks, c'est-à-dire des valeurs d'échange. Cette limitation ne nous paraîtrait pas logique, surtout dans le cas où, comme en Belgique, la stabilisation monétaire serait décrétée après une chute brutale de la monnaie; en effet, la majoration subie par une marchandise ne saurait donner lieu à des bénéfices illusoires et la répartition de tels bénéfices ne serait autre chose qu'une distribution du fonds social. Donc, ce ne sera que dans le compte « capital » au passif que l'on pourra trouver logiquement la contre-partie de la plus-value des stocks, qui sera logiquement assimilée à la plus-value des immobilisations.

D'ailleurs, quand la revalorisation suit une longue période de stabilité des changes, la question présente moins d'intérêt, puisque, entre la date d'acquisition des stocks et celle de la stabilisation, aucune variation de la valeur de la monnaie ne sera intervenue.

Quelle a été l'attitude du fisc à l'égard des Sociétés qui ont jugé utile de procéder à des réévaluations d'actif et d'augmenter en même temps leur capital ?

Nous avons vu, en effet, qu'en France, la réforme des bilans n'a pas été liée à la stabilisation de la monnaie comme dans la plupart des pays voisins; aussi la plus grande diversité n'a-t-elle cessé de régner dans les entreprises en ce qui concerne les bilans, les initiatives privées, suppléant, dans la lutte contre les effets de l'inflation, à la réglementation légale, et n'envisageant la plupart du temps dans leur réévaluation que les conséquences fiscales.

Quelles ont été les prétentions du fisc en ce qui concerne :

- 1° L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux;
- 2° L'impôt sur les revenus des valeurs mobilières;
- 3° L'impôt général sur le revenu.

I. Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. —

L'Administration a d'abord considéré, et jusqu'à une date récente, que cet impôt n'était pas applicable aux plus-values résultant de réévaluations, s'il n'y avait pas cession.

En 1923, M. Ch. Bernard, député, posait à M. le Ministre des Finances la question suivante : « Si l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est dû sur les réserves distribuées par une Société anonyme sous la forme d'actions nouvelles, lorsque ces réserves proviennent : 1° de la valorisation des éléments de l'actif portés au bilan pour une valeur inférieure à la valeur réelle; 2° de l'intégralité des amortissements pratiqués antérieurement et si l'adminis-

tration serait fondée à assimiler cette valorisation à une réalisation (65) ? »

Cette question de M. Ch. Bernard comprend au fond deux questions bien distinctes et qui se posent logiquement dans un sens inverse de celui dans lequel il les a formulées.

La première question dans l'ordre logique est une question générale et qu'il faut envisager en dehors de toute hypothèse d'inflation; c'est celle de déterminer la valeur juridique, au point de vue fiscal, de l'opération suivante : distribution d'actions nouvelles représentant la valeur de la plus-value résultant de la revalorisation des réserves constituées par les amortissements antérieurs.

La deuxième question est particulière aux conditions créées par la dépréciation monétaire. On se demande de nouveau quelle sera la valeur juridique de la distribution d'actions nouvelles représentant la plus-value provenant cette fois-ci de la revalorisation des éléments d'actif en monnaie dépréciée.

Reprenons chacune de ces questions.

En ce qui concerne la première, en droit fiscal, la valeur de cette distribution d'actions doit dépendre nécessairement de la nature juridique de la plus-value dégagée par l'opération servant de base à cette distribution. C'est cette nature juridique qu'il s'agit de préciser.

Cette plus-value est le résultat des amortissements antérieurs et elle n'a pu se former qu'à la condition que les amor-

(65) *Journal Officiel* du 18 mai 1923, p. 2006.

tissements poursuivis en fait par la Société excédassent par leur importance la dépréciation réelle et l'usage de l'outillage, entendu dans son sens large. Dès lors, cette opération d'amortissements excessifs doit s'analyser de la façon suivante : ce n'est qu'une somme prélevée annuellement sur le revenu de l'affaire. Par conséquent, ce sont des fruits civils et, considérés comme tels, ils auraient pu être frappés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; mais cela n'eût pu avoir lieu que si la chose frugifère, représentée par l'ensemble de l'outillage appartenant à la Société, n'eût subi par le fait du temps et de l'usage aucune dépréciation : en réalité, une reconstitution de cet outillage est nécessaire. De quelle source en tirera-t-on les moyens ? Des fruits normaux, cela s'entend, rapportés par la chose frugifère. Ce qui revient à dire qu'une partie des revenus devra être affectée à cette reconstitution et, dès lors, du fait même de cette affectation, cette partie de revenus sera dépouillée de son caractère de bénéfices.

Mais ceci n'est vrai qu'en théorie, dans la mesure seulement dans laquelle la part des revenus recevant cette affectation coïncidera avec exactitude avec le taux de la dépréciation de l'outillage.

Dans la pratique, il est évident que le taux d'amortissement n'est qu'une approximation plus ou moins exacte à l'égard de laquelle on s'arrange toutefois, dans les Sociétés sagement gouvernées, pour que l'erreur soit du côté positif, c'est-à-dire que l'affectation de la part des fruits destinés aux fins de reconstitution soit plus grande qu'il n'en est

besoin : autrement dit, sous la forme d'amortissements, libellés comme tels, il y aura en réalité une accumulation de bénéfices non distribués.

L'opération de revalorisation sur laquelle porte la question de M. Ch. Bernard n'est pas autre chose que la restitution de leur vrai nom aux bénéfices qui se trouveraient, par l'aménagement même des entreprises, sous la forme d'amortissements. Cette plus-value, recouvrant donc son nom et sa qualité de vrais bénéfices, sera nécessairement soumise aux règles fiscales les régissant et, dès lors, il importe peu que leur répartition soit faite sous la forme de dividende ou sous une autre forme quelconque, par exemple, distribution d'actions.

Il s'agit, en toute hypothèse, de bénéfices qui, pour les raisons que nous avons exposées, apparaissent seulement avec retard dans les bilans et qui, dès lors, sont soumis à la Loi fiscale.

En ce qui concerne la deuxième question, nous sommes dans l'hypothèse de plus-values résultant de la revalorisation des actifs à la suite d'une dépréciation monétaire et, disons-le tout de suite, à supposer, dans le but d'une bonne analyse, qu'il ne s'agisse point dans cette hypothèse des réserves provenant des amortissements, cette plus-value, quant à sa nature juridique, n'a rien de commun avec la plus-value résultant des opérations d'amortissement.

En effet, cette plus-value ne représente nullement les fruits de la chose frugifère. On peut concevoir son existence pour un patrimoine quelconque qui, loin de rapporter

des fruits, subirait même par suite de l'usure ou du temps une dépréciation, mais qui, d'autre part, en vertu de l'action du facteur extérieur qu'est la dépréciation de la monnaie, prendrait une valeur nominale de plus en plus grande.

Par conséquent, cette plus-value n'a rien à voir avec la notion des fruits qui est transposée dans le domaine industriel sous le nom de bénéfices industriels et commerciaux; c'est pourquoi, si les mots veulent dire quelque chose, il est absolument impossible d'appliquer à cette plus-value la notion même des bénéfices industriels et commerciaux et d'y asseoir un impôt cédulaire frappant les revenus.

Si, toutefois, cet impôt était appliqué, en faisant abstraction des formules et des dénominations légales et en descendant jusqu'au fond des choses, quelle en serait la nature ? La réponse n'est pas douteuse : ce serait un impôt sur le capital, impôt qui fort heureusement n'est pas encore admis par le système fiscal français.

Nous avons suffisamment dégagé la nature économique et juridique de cette opération pour pouvoir répondre maintenant à la question posée par M. Ch. Bernard. Sur le point de savoir si la distribution d'actions représentant cette dernière plus-value pourrait changer quelque chose à la nature de l'opération, telle que nous l'avons dégagée, nous dirons fermement « non ». Aucune réalisation ne s'est produite : aucune nouvelle valeur n'est ajoutée à l'actif de la Société. On a fait une simple opération comptable; par conséquent, il importe peu qu'on en tire une conséquence logique, en voulant donner la même expression, conforme au nouvel

état monétaire, tant à l'actif de la Société qu'au capital actions se trouvant dans son passif : ce qui se traduira pratiquement, quant au capital, en son libellé en nouvelle monnaie, et en la mise à la disposition des actionnaires de nouveaux signes de leurs droits, basés sur le nouvel étalon.

Il n'y a qu'une seule conséquence fiscale à en tirer, c'est que chacun de ces signes, représentant au point de vue de la qualification légale une valeur mobilière, sera soumis quant à ses mutations à la taxe sur les valeurs mobilières; c'est-à-dire que la masse de la matière imposable augmentera, comme de juste, en proportion de la dépréciation monétaire, et que le fisc, en ce cas, trouvera son intérêt, intérêt d'ailleurs parfaitement justifié.

C'est à la lumière de ces observations que nous pouvons maintenant apprécier la réponse de M. le Ministre des Finances.

Cette réponse était ainsi conçue :

« Pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les réserves doivent, bien que n'étant pas immédiatement disponibles, être considérées dans tous les cas comme des bénéfices de l'exercice au cours duquel elles sont constituées. Dès lors, la circonstance que la Société visée dans la question a attribué aux actionnaires tout ou partie de ces réserves reste sans influence sur le montant de l'impôt dont elle peut-être redevable.

« Par ailleurs, si elle n'est pas réalisée par une cession, la plus-value résultant d'une nouvelle évaluation de l'actif ne constitue par un bénéfice effectif susceptible d'être retenu

pour l'établissement même de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. (Question 1-24) (66).

Les termes de cette réponse, quoique assez obscurs, correspondent suffisamment à l'analyse que nous venons de présenter. Toutefois, la pensée qui y a présidé n'est peut-être pas assez ferme; en effet, l'administration croit devoir insérer une réserve et ne maintenir sa solution que pour le cas où il n'y aura pas de cession de la plus-value. Par conséquent, dans les cas de cession, cette plus-value sera frappée de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Il faut donc en déduire, et c'est la seule conclusion logique, que le fait de cession opère ce miracle de convertir en bénéfices industriels et commerciaux ce qui n'était pas bénéfices. Après l'analyse que nous avons présentée, il n'est pas difficile d'ailleurs de dégager le caractère exact de cette cession. Il faut distinguer dans cet ordre d'idées deux hypothèses.

Première hypothèse : Les éléments de la plus-value seront employés à l'acquisition de biens corporels ou incorporels quelconques qui prendront leur place dans le patrimoine de la Société. Des opérations pareilles peuvent être nécessitées par les besoins d'une exploitation normale courante. Or, une telle cession ne doit être considérée que comme une subro-

(66) *Journal Officiel* du 18 mai 1923, déb. p. 2006. — Réponse dans le même sens à M. La Roche-Joubert : « La plus-value des éléments corporels et des éléments incorporels... ne doit pas être comprise dans les bases de l'impôt, lorsqu'elle apparaît simplement par suite d'une réévaluation ». (Question 7-164.)

gation réelle (*in judiciis universalibus pretium succedit loco rei, et res loco pretii*). Donc, les éléments nouveaux, acquis par voie de cession aux lieu et place des éléments sortants, devront nécessairement emprunter à ces derniers leur caractère juridique : par conséquent, la plus-value, avec cette composition entièrement ou partiellement nouvelle, ne sera jamais autre chose qu'une plus-value purement comptable, n'ayant rien de commun avec les bénéfices industriels et commerciaux.

Deuxième hypothèse : La cession se produira sous la forme de distribution de la plus-value aux actionnaires, c'est-à-dire sous forme de dividende. Or, nous l'avons démontré, un tel procédé équivaldrait à une distribution de dividendes fictifs. Mais qu'est-ce donc que la distribution de dividendes fictifs ?

On peut la considérer sous deux aspects : 1° au point de vue du droit privé ; 2° au point de vue du droit pénal.

1° Au point de vue du droit privé, c'est une distribution de capital ;

2° Au point de vue du droit pénal, c'est une distribution de capital illicite, partant, un délit.

Dans ces conditions, comment le fisc peut-il appliquer l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux à la distribution du capital, qui n'est pas un bénéfice et, en second lieu, comment peut-il taxer des actes relevant du Tribunal correctionnel ?

La seule sanction d'actes pareils n'est évidemment pas fiscale : il ne peut s'agir que de leur nullité au point de

vue du droit privé, que de leur répression au point de vue du droit fiscal.

La réserve formulée par l'administration décèle donc un système absolument insoutenable.

Mais, à notre grand regret, c'est à la critique des développements et amplifications de ce système que nous devons consacrer notre développement ultérieur.

En effet, en 1927 (67), l'administration, en réponse à une réponse de M. Montenot, émettait la prétention suivante :

« Du moment où les plus-values acquises par les immobilisations sont incorporées au capital, on doit les considérer comme réalisées et, par suite, les comprendre dans les bases de l'impôt cédulaire dû par la Société. » (Question 7-837.)

L'administration fait donc un pas de plus dans la voie logiquement et juridiquement insoutenable dans laquelle elle s'est engagée; elle maintient cette idée singulière que la façon de disposer de la plus-value purement comptable peut en changer le caractère économique et juridique; si, dans le principe, comme nous l'avons indiqué, l'administration n'attribuait cette vertu transformatrice qu'à la cession, elle l'accorde maintenant aussi à l'incorporation dans le capital : conclusion évidemment tout à fait insoutenable et on pourrait dire absurde, conclusion aussi infiniment regrettable, parce que susceptible de mettre un obstacle insurmontable à la revision des bilans.

II. *Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.* — L'attribution aux actionnaires d'actions nouvelles, ou l'augmentation de la valeur nominale de leurs actions anciennes par suite de l'augmentation de capital issue des plus-values de valorisation, constituent-elles pour eux une distribution soumise à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières ?

L'actionnaire ne s'enrichit pas : la valeur nouvelle ou nominale supérieure qu'il a entre les mains n'augmente pas son patrimoine. Cela résulte de la nature même de l'action qui n'est que le titre donnant droit pendant l'exploitation de la Société à la participation aux bénéfices, sous forme de dividende, droit également de concourir sous des formes déterminées par les statuts et par la Loi à l'administration de la Société et droit, enfin, à la liquidation de la Société, de venir au partage du reliquat de l'actif. En quoi ces droits, dont l'ensemble constitue la valeur patrimoniale de l'action, seront-ils changés si l'action reçoit une autre valeur nominale ? Par conséquent, si on distribue, en représentation de ce qui, au point de vue de la Société, n'est pas un bénéfice, des titres qui expriment la valeur purement nominale et comptable des plus-values des bilans réévalués, comment peut-on considérer ces titres comme renfermant un revenu ? L'opinion des jurisprudences américaine et anglaise est nettement dans le sens que ce n'est pas un revenu (68).

La jurisprudence française, au contraire, est d'un avis tout opposé.

(68) Allix et Lecercle, *op. cit.*, t. I, p. 266.

La Cour de Cassation (arrêt du 11 avril 1927) prononce que toute augmentation de capital suppose un nouvel apport fait à la Société; les actionnaires sont censés avoir réalisé les réserves qui, dans une première opération, ont été mises à leur disposition, et c'est cette opération qui donne lieu à la perception de l'impôt : la Cour suppose ensuite une autre opération qui est la souscription proprement dite réalisant l'augmentation de capital.

Nous avons déjà vu précédemment que cette théorie est très discutable et aboutirait, en fait de redressement des bilans, à une impasse.

L'actionnaire n'a jamais été mis en possession des réserves en tant que particulier; il n'a disposé d'aucune valeur; c'est la Société seule qui a agi en opérant uniquement un redressement de sa situation, opération toute formelle sans changement dans l'état réel de son actif.

Mais on voit l'importance de ce problème depuis la stabilisation légale : l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, on le sait, doit être perçu, soit au cours de l'exploitation, soit à la dissolution de la Société sur toutes sommes distribuées en excédent du capital primitif. Ainsi, dans le système adopté par l'Administration, le remboursement en 1930 à 500 fr. par exemple d'une action de 100 francs souscrite en 1914, donnera au fisc l'occasion de prélever un impôt de 18 % sur 400 francs.

Solution logique, parce que, sur le fondement de la fiction légale, le bénéficiaire de cette augmentation sera considéré comme ayant reçu 400 francs, égaux au franc-or; mais

solution absolument injustifiable et inique après la stabilisation, quand la Loi même reconnaît la perte d'une fraction déterminée de la valeur de la monnaie.

III. *Impôt général sur le revenu*. — Est-il dû sur le montant des actions remises aux actionnaires à la suite de la transformation des plus-values en capital?

Il semble bien que le Conseil d'Etat ait posé à ce sujet un principe rationnel dans un arrêt du 15 février 1923 dont voici les termes (69) :

« Considérant que si la décision de l'Assemblée générale des actionnaires des Etablissements D., du 10 décembre 1917, a eu pour conséquence de faire passer dans le patrimoine des actionnaires, sous forme d'actions nouvelles, pour l'acquisition desquelles ils n'ont eu aucun versement à effectuer de leurs deniers personnels, une partie des bénéfices sociaux accumulés au cours des années antérieures et mis en réserve, il résulte de l'instruction et notamment de la décision précitée et des statuts de la Société que, dans l'espèce, la somme de x francs correspondant à la quote-part revenant au sieur R. D..., dans les réserves affectées à l'augmentation de capital, décidée par l'Assemblée générale, n'a été, à aucun moment, mise effectivement à sa disposition et que ce contribuable, à raison des conditions restrictives imposées par les statuts pour la transmission des actions de la Société, n'avait pas la faculté de céder librement les

(69) *Recueil des questions fiscales*, 1923, 2^e partie, p. 89 et 90.

nouveaux titres qui lui étaient délivrés en représentation de sa part des réserves; que, dès lors, le sieur R. D..., n'a par suite de l'attribution qui lui a été faite, dans les circonstances ci-dessus spécifiées, d'actions émises en exécution de la décision précitée, disposé, au sens de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914, ni de sommes ni de valeurs constituant un revenu rentrant dans les sources de revenus énumérées à l'article 10 de la dite loi et à l'article 1^{er} du décret du 17 janvier 1917; qu'il résulte de ce qui précède que c'est à bon droit que le Conseil de Préfecture du département de ... a décidé que les actions nouvelles d'une valeur nominale de ..., remises au sieur R. D... en 1917, ne devaient pas entrer en compte pour la détermination du revenu de ce contribuable en vue de son assujettissement à l'impôt général sur le revenu en 1918. »

Les termes de cet arrêt doivent être retenus, parce qu'il s'en dégage une doctrine infiniment plus juste que celle de la Cour de Cassation dans l'arrêt précité (11 avril 1927), doctrine qui saisit d'une façon beaucoup plus exacte les réalités économiques; car le Conseil d'Etat, en serrant le problème de près, ne considère pas qu'on puisse frapper de l'impôt général sur le revenu un simple droit de l'actionnaire représenté par une attribution à lui faite d'une action nouvelle qui reste indisponible, attachée à la souche, au siège social.

Quel est le sens profond et le vrai intérêt de cette doctrine ? C'est que, ne peut constituer un élément de l'assiette de l'impôt général sur le revenu que l'émolument parve-

nant dans le patrimoine de l'actionnaire, mais non point l'acquisition d'un simple droit. Dès lors, en appliquant ce principe à la distribution des actions représentant la plus-value résultant de la dépréciation, il faut rejeter toute prétention de l'administration à l'assujettissement de ces actions de l'impôt général sur le revenu, parce que, du fait de cette distribution, comme nous l'avons déjà montré, il ne rentre dans le patrimoine de l'actionnaire qu'un droit nominal sans qu'il y rentre en même temps un émolument quelconque.

Mais le Conseil d'Etat a-t-il maintenu sa doctrine ? On peut dire que ce n'est pas très sûr et qu'il y a lieu de le regretter.

En effet, quelle est la théorie qui se dégage de la série d'arrêts du Conseil d'Etat des 15 février, 27 juillet et 23 novembre 1923 et 11 avril 1924 ?

D'après ces arrêts, l'impôt général sur le revenu ne serait dû par l'actionnaire que s'il a été effectivement à même de disposer de sa part de réserves ou de plus-value et s'il a eu la liberté de souscrire ou non à l'augmentation de capital. Dans le cas contraire, si l'augmentation lui a été imposée et si les actions doivent rester à la souche pendant une période de temps fixée, l'administration ne voit dans l'opération qu'une simple opération comptable. Il n'y a pas à proprement parler de revenus imposables, puisqu'il n'entre pas d'éléments nouveaux dans le patrimoine de l'actionnaire.

Ainsi, le Conseil d'Etat, en développant la doctrine de

l'arrêt précédent au delà de l'hypothèse prévue par lui, c'est-à-dire en envisageant le cas où les actions constituées en représentation de la simple plus-value seraient délivrées effectivement aux actionnaires, n'a pas su en tirer la seule conclusion vraiment juste, à savoir que, du fait de cette distribution d'actions, aucun émolument n'a pu entrer dans le patrimoine de l'actionnaire et qu'au fond, ce n'est pas à la question d'indisponibilité des actions qu'il faut s'attacher pour voir en elles un élément ou non de l'assiette de l'impôt général sur le revenu, mais plutôt à la nature même des éléments qu'on distribue et au point de savoir s'ils constituent ou ne constituent pas une valeur pécuniaire nouvelle, et si leur contenu ne se réduit pas à une simple fonction de représentation d'une plus-value purement comptable.

A ce point de vue, les arrêts du Conseil d'Etat se rapprochent, au fond, beaucoup de l'arrêt de la Cour de Cassation précité, sauf qu'ils ne sont entraînés sur la voie des raisonnements erronés qu'à un moment postérieur. En effet, la Cour considère comme un émolument une plus-value, qui n'en est pas une, au moment de sa constitution comptable, c'est-à-dire au moment où la plus-value est portée au bilan, tandis que le Conseil d'Etat ne lui attribue cette qualité qu'au moment où les actions, établies en sa représentation, passent entre les mains des actionnaires : doctrine préférable, certes, puisque, si son erreur atteint les particuliers sur la base de l'impôt général sur le revenu, elle laisse du moins en dehors des atteintes injustifiées et ruineuses du fisc les Sociétés elles-mêmes.

En résumé, dans l'état actuel de la jurisprudence administrative :

1° Les Sociétés subissent, pour la plus-value nominale d'actif, l'impôt de 15 % sur les bénéfices industriels et commerciaux;

2° Les actionnaires supportent, sur les plus-values, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, de 18 % actuellement (Loi du 29 juin 1872), mais ils sont exonérés de l'impôt général sur le revenu de la Loi du 15 juillet 1914, sauf quand les actions, établies en représentation des plus-values, sont distribuées aux actionnaires.

Ces impôts, qui subsistent depuis la stabilisation légale, ne sauraient être maintenus sans danger dans la pratique de l'administration, car ils seraient de nature à empêcher dans l'avenir toute stabilisation économique et à éloigner à jamais les Sociétés du redressement pourtant si nécessaire des bilans, pour revenir à une exploitation saine et normale des richesses du pays.

SECTION II

Economie nationale et économie fiscale. — La réforme des bilans doit-elle être faite en faveur du fisc ou en faveur de la prospérité nationale ? — La réévaluation obligatoire ou facultative. — Critique de la réévaluation obligatoire.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que, dans tous les pays où la stabilisation a été opérée et où la réforme des bilans l'a suivie, cette réforme s'est inspirée de l'idée de favoriser le commerce et l'industrie. En Allemagne, malgré la gravité de la situation, le législateur n'a pas voulu établir d'impôts sur les résultats de la réévaluation; en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, les plus-values résultant de la réévaluation ont été exonérées de toute taxation et les modifications mêmes des statuts nécessitées par la réforme se sont vu exempter de frais d'enregistrement.

Cette largeur de vues se comprend. L'intérêt de l'économie nationale largement entendue ne coïncide pas toujours avec l'intérêt du fisc. Quand la monnaie est stabilisée, quand le budget est équilibré, il faut penser au commerce et à l'industrie, dont l'activité régulière est la base même de la prospérité du pays. Un impôt exagéré, intervenant dans un pays à un moment où il peut entraver le développement de cette activité régulière, risque, selon l'expression vigoureuse de M. Caillaux, de se dévorer soi-même.

La politique rationnelle des Gouvernements dans le domaine économique ne se comprend que si elle vise à la prospérité du pays et non pas à la prospérité du fisc seul.

Voyons maintenant quelle est l'attitude de certains groupes politiques en France à l'égard de ces principes économiques : quant à l'imposition du capital sous la forme des plus-values, c'est en vain que la proposition de loi déposée en ce sens à la Chambre, le 28 juin 1928 (n° 282) (70), par le groupe socialiste, affirme qu'on ne saurait invoquer contre elle l'exemple des pays étrangers, car, ajoute cette proposition, en Allemagne et en Tchécoslovaquie, il y avait eu avant la stabilisation « prélèvement sur le capital ». Cet étrange raisonnement envisage le prélèvement sur le capital comme une mesure extrêmement désirable en elle-même et non comme une mesure nécessitée par une crise grave (71).

On sait, en effet, que le principe socialiste repose sur le nivellement par en bas et que, si une catégorie de personnes est atteinte par un événement malheureux quelconque, les autres parties de la nation, qui ont pu échapper aux conséquences fâcheuses de cet événement, doivent selon ce principe, subir une perte semblable pour les remettre à égalité avec ceux qui ont pâti, quel que puisse être le résultat général pour l'économie nationale. Ainsi, les socialistes préconisent des mesures d'une équité appa-

(70) Proposition de loi Ramadier (n° 282, p. 47), du 28 juin 1928.

(71) Cf. Maurice Kellersohn : *L'impôt sur la réévaluation*. (Inf., 20 novembre 1928.)

rente mais fallacieuse, dont ils négligent volontairement d'envisager les conséquences fâcheuses dans la réalité économique.

Si la France a pu sortir de la crise sans recourir au prélèvement sur le capital, il serait vraiment inconséquent d'y révenir sous la forme nouvelle de l'imposition des plus-values, car cette imposition, qu'il s'agisse de plus-values fictives ou de plus-values réelles, constitue ce prélèvement (72).

Il est extrêmement dangereux de frapper de l'impôt la substance même des entreprises et de diminuer de la sorte leurs fonds de roulement à une époque où la concurrence avec l'industrie étrangère est devenue de nouveau très intense (73).

Favoriser l'industrie nationale par des tarifs élevés de douane et priver en même temps les entreprises d'une partie de leurs fonds de roulement serait une politique contradictoire.

Certains hommes politiques font trop souvent passer la doctrine de leur parti avant la réalité économique. Le raisonnement du groupe socialiste a une apparence de vérité quand il évoque le problème de valorisation des créances. Pourquoi les actionnaires s'enrichiraient-ils aux dépens des créanciers à long terme ?

(72) Cf. notre section précédente.

(73) Cf. par exemple, les revirements de la doctrine du fisc en matière d'impôt sur les importations. Allix, *La Législation Financière*, p. 705.

Tandis que ceux-ci ont perdu les 4/5^e de leur avoir, pourquoi les actionnaires conserveraient-ils le leur ?

D'abord, en pratique, il est contestable que les actionnaires conservent intact leur avoir, et ce n'est pas la question : le problème économique est ailleurs.

Nous avons vu que, pendant la dépréciation de la monnaie, les immobilisations se sont accrues outre mesure, mais l'accroissement des valeurs de ces immobilisations ne compense pas toujours le manque de fonds de roulement.

Bien que beaucoup de Sociétés allemandes aient pu conserver leurs immobilisations intactes, le taux de valorisation des créances fut de 15 % ; ce qui fait que les créanciers perdaient 6/7^e environ de leur avoir. En Tchécoslovaquie, les créances n'ont pas été non plus valorisées ; les créanciers ont perdu eux aussi 6/7^e environ de leur épargne investie et n'ont conservé que 15 % de la valeur or de leurs créances.

Le créancier français conserve du moins 20 %. Il est dans une situation plus favorable que le créancier à l'étranger. Il a souffert, mais toute la nation d'ailleurs a souffert comme lui de la dépréciation de la monnaie. Par conséquent, il n'y a pas lieu de prendre à son égard de mesures spéciales.

On peut donc dire que la proposition socialiste, malgré son apparence d'équité, est de nature à compromettre la stabilisation même de la monnaie et les bienfaits évidents de cette mesure.

En effet, invoquer les pertes subies du fait de la dépréciation de la monnaie par telle ou telle catégorie de per-

sonnes, c'est ressusciter le passé. Or, c'est justement cette évocation du passé que les plus éminentes autorités (74) condamnent comme susceptible de remettre en question le principe même de la stabilisation.

Quelle est la réalité économique qui se dissimule sous le problème de la revalorisation des créances dans les pays où la stabilisation légale a consacré une stabilité de fait, comme en France et en Tchécoslovaquie ? Quand la stabilisation a déjà duré un certain temps et que tout le monde s'est habitué à la valeur actuelle de la monnaie, le législateur intervient pour ouvrir une ère nouvelle où la monnaie sera désormais basée sur l'or et à l'abri des fluctuations. La vie économique, presque dans toutes ses manifestations, s'est adaptée au nouvel état de choses et le redressement des bilans n'est après tout qu'une question de détail.

Un tel moment sera-t-il propice pour opposer les intérêts de telle catégorie de personnes à ceux de telles autres, les intérêts des actionnaires à ceux des créanciers des Sociétés ?

Si nous nous prononçons, comme l'a fait le groupe socialiste, pour l'intérêt des créanciers, lésés par le phénomène de la dépréciation monétaire, qui a revêtu le caractère de force majeure, nous risquons d'entraver le fonctionnement du commerce et de l'industrie, ce qui compromet l'intérêt

(74) Nous n'avons qu'à invoquer l'autorité de M. Allix (art. préc.), où l'éminent économiste souligne ce danger.

général, l'intérêt de l'économie nationale. Dans ce dilemme, nous ne saurions hésiter.

Mais, puisque nous consentons à sacrifier, en vue de la prospérité générale, certains intérêts privés dignes pourtant de considération, pourquoi, sans aucune nécessité vitale, consentirions-nous à faire profiter le fisc de l'opération purement abstraite du redressement des bilans, et ce aux dépens de l'économie nationale ?

La solution du problème de la réévaluation des bilans doit donc être inspirée par l'intérêt de l'économie nationale : c'est la prospérité du commerce et de l'industrie qui doit préoccuper le législateur en première ligne. C'est d'ailleurs l'opinion presque unanime de la doctrine, soit que les auteurs se prononcent en faveur de la réévaluation obligatoire, soit qu'ils préfèrent suivre, ce qui est très rare, les exemples tchécoslovaque ou belge.

Etant donné que le problème de la réévaluation doit être résolu suivant des raisons économiques, et non pas fiscales, une réforme s'impose-t-elle ? L'étude que nous avons faite dans la Section précédente nous fait répondre par l'affirmative.

Cette réforme doit-elle rendre la réévaluation obligatoire (75) ou doit-elle laisser l'initiative privée se décider librement ? Doit-elle réglementer la question fiscale de

(75) C'est la première question du problème décomposé par le Ministre des Finances en trois éléments. V. M. Meary : *De la réévaluation des bilans, Economie nouvelle*, mars 1929.

façon à faciliter aux entreprises la réévaluation en les plaçant à l'abri des prétentions exagérées du fisc ?

Voyons quels sont, dans cet ordre d'idées, les arguments principaux des partisans de la réévaluation obligatoire ?

Le Congrès des experts-comptables, réuni à Toulouse au cours de l'année 1928, a exposé les vœux suivants sur la question :

« La Fédération, après avoir examiné les conséquences économiques et les répercussions constatées de la stabilisation légale du franc, considère qu'il y a lieu d'attirer l'attention des Pouvoirs publics sur la nécessité de faciliter le retour à la vérité comptable ;

« Déclare que, dans ce but, il est urgent que les bilans reflètent enfin la réalité des situations commerciales, trop longtemps faussée par l'instabilité monétaire ;

« Espère qu'aucune entrave ne sera apportée au retour à la sincérité et à l'exactitude des bilans, si souhaitable à tous points de vue.

« La Fédération estime qu'à cet effet, il y a lieu, pour éviter toute équivoque, de préciser que l'immunité fiscale des plus-values devant résulter de la réévaluation de certains éléments de l'actif sera acquise lorsque ces plus-values résulteront exclusivement de la réévaluation du franc et ne donneront lieu à aucune répartition en espèces des sommes correspondant aux dites plus-values.

« La Fédération estime également, en présence de la situation de fait amenée par la stabilisation, qu'à l'avenir, les entreprises doivent avoir, au point de vue fiscal, le droit

d'amortir leurs immobilisations sur leur valeur nouvelle, qui d'ailleurs se rapprochera très sensiblement de la valeur de renouvellement (76). »

Par conséquent, les principaux arguments invoqués par les comptables sont : 1° la sincérité des bilans; très souvent on y ajoute comme argument l'obtention des crédits bancaires, étroitement liés, dit-on, à cette sincérité; 2° le problème des amortissements.

1° Le Congrès, très prudemment, parle non pas de réévaluation obligatoire, mais de la nécessité de faciliter le retour à la vérité comptable et, en même temps, il préconise avec raison l'exonération des plus-values et leur « inaliénabilité », ce qui est conforme aux vues présentées dans la section première de ce chapitre.

Analysons ces arguments que les partisans de la réévaluation obligatoire ont faits leurs.

La sincérité des bilans constitue-t-elle un argument de portée pratique considérable pour la réévaluation obligatoire ? M. Raissac (77) écrit avec raison : « Qu'il est facile d'affirmer qu'un bilan doit être sincère; il est plus difficile de préciser les règles qui permettent d'atteindre le but préconisé ».

Nous avons réfuté précédemment l'opinion selon laquelle l'actif doit toujours être exprimé selon la valeur actuelle de ses éléments, ce qui est par excellence le but des bilans de liquidation, et non pas des bilans annuels. Ces derniers,

(76) *Information*, n° du 6 août 1928.

(77) *Doit-on, oui ou non, réévaluer l'actif des bilans ?* p. 24, 1929.

en temps normal, n'ont d'autre but que de renseigner sur la marche de l'entreprise et sur le résultat de tel exercice donné; mais ils ne sont pas destinés à indiquer la valeur de liquidation de telle entreprise. L'inventaire annuel, qui sert de base à ce bilan, doit tenir compte non pas de la valeur réelle actuelle des éléments, mais de leur valeur d'utilisation. La notion de sincérité est par conséquent une notion très relative, et qui donne lieu à des confusions regrettables (78).

En effet, quand les experts comptables emploient le mot de sincérité, ils se rendent parfaitement compte de sa portée; mais quand un groupe politique prétend que la sincérité des bilans est chose souhaitable, il entend par sincérité la mise au jour des réserves occultes, susceptibles d'être frappées par exemple « en faveur des petits rentiers nécessiteux (79) ». Or, ces réserves occultes ont toujours existé et la jurisprudence n'a jamais été défavorable (80) à cette pratique. Et cela se comprend. M. Joseph Hamel s'explique d'une façon convaincante au sujet de la sincérité :

« Quelle serait la situation d'une entreprise qui prétendrait établir chaque année un bilan sincère, c'est-à-dire un bilan dans lequel les immobilisations seraient inventoriées

(78) Cf. aussi Chaveneau : *Les bilans*, 1926.

(79) Proposition de loi Hesse, Chambre des députés, 1928, n° 267. — Cf. aussi, projet de loi Daladier tendant à modifier l'art. 34 de la Loi du 24 juillet 1867.

(80) Cf. projet Nathan dans Inf. fin. 14 mai 1929, aussi Trib. civ. Seine, 1900. *Revue périodique de l'enregistrement*, n° 10486; Trib. civ. Seine, 19 mai 1917. *Revue de l'enregistrement*, n° 6696. Enfin, Cass. 10 décembre 1918.

à leur valeur du jour ? Il lui faudrait, chaque année, modifier les estimations de son actif et faire varier ses réserves d'après les fluctuations inhérentes à la vie économique ; il lui serait presque impossible de comparer des résultats d'exploitation avec ceux des années précédentes. »

Dans cet ordre d'idées, le projet Daladier tend à dénaturer le but des bilans annuels.

Il faut noter, en outre, que, grâce à la période assez longue de stabilité que nous avons observée, les bilans actuels, bien qu'ils ne représentent qu'un amas d'éléments exprimés en unités hétérogènes, sont au fond beaucoup plus près de la réalité qu'on ne le croit, même si l'on tient compte des documents faussés par la dépréciation (81). Beaucoup de bilans, d'ailleurs, ont été ajusté progressivement.

La sincérité des bilans, telle qu'elle est entendue par les comptables, ne constitue donc pas, croyons-nous, un argument décisif en faveur de la réévaluation obligatoire.

Quant à l'obtention de crédits bancaires, lesquels, selon certains partisans de la réévaluation, serait compromise par le défaut de sincérité des bilans, il faut noter que, pratiquement, aucune banque ne consentira de crédits d'après la simple lecture d'un bilan. Au contraire, la réévaluation obligatoire pourrait très probablement compromettre l'obtention d'un crédit auprès des banques, qui devraient, dans

(81) Dans ce sens, Gael Fain : *Le rajustement des bilans. Portée actuelle du problème*, inf. 8 novembre 1928. — Jannin : *La réévaluation des bilans*, inf. 19 septembre 1928.

cette hypothèse, étudier la situation nouvelle et attendre la répercussion de la réforme sur la marche de telle entreprise ou de tel groupe d'entreprises. En effet, la réévaluation modifierait sensiblement le fonctionnement d'une entreprise. Supposons qu'on affecte la plus-value à la réserve : dans ce cas, la banque pourra hésiter à ouvrir un crédit, vu la possibilité pour l'Assemblée générale d'affecter cette réserve en tout ou partie aux dividendes. Supposons qu'on la transforme en capital : les dividendes seront ajustés, et leur augmentation sera une charge peut-être trop lourde pour la production.

La banque serait obligée alors d'attendre les résultats de la réévaluation.

D'autre part, les amortissements, calculés sur le montant des postes réévalués, peuvent aussi gêner la répartition des bénéfices, et, en conséquence, faire baisser les valeurs de la Société à la Bourse.

Toutes ces éventualités peuvent donc compromettre momentanément les crédits bancaires. Pour une entreprise moyenne, cette suspension temporaire de crédits pourrait être fatale.

Au contraire, les réserves occultes de l'actif non réévalué ne seront pas un secret pour une banque, même s'ils ne figurent pas au bilan. Dans l'état actuel des choses, une banque qui connaît ces réserves non exprimées trouvera là un mobile puissant pour accorder des crédits.

Et en admettant que l'insincérité dont s'agit soit pour la Société une gêne pour l'obtention d'un crédit, elle trouvera

dans la réévaluation facultative un moyen de sortir d'embarras.

Par conséquent, à notre sens, cet argument souvent invoqué en faveur de la réévaluation obligatoire pourrait tout aussi bien être invoqué contre elle.

2° Le problème des amortissements constitue un argument beaucoup plus important en faveur de la réévaluation obligatoire. En effet, pour les Sociétés, le mal le plus sérieux provenant des bilans faussés, c'est le manque d'amortissements suffisants, puisque les amortissements actuels des immobilisations sont calculés d'après les chiffres de l'actif, chiffres en général de beaucoup inférieurs à la valeur réelle des éléments qu'ils représentent.

Or, l'amortissement, calculé sur la base du prix de remplacement, soulève de graves objections d'ordre technique et économique (82).

Dans ces conditions, la réévaluation obligatoire constitue-t-elle en pratique un moyen unique ou le moyen le plus heureux pour éviter le danger de perte de substance auquel les entreprises sont exposées actuellement ?

L'instruction générale des contributions directes du 15 janvier 1928 dit que l'amortissement est limité par le chiffre des capitaux engagés, autrement dit par le prix de revient qui figure au bilan non réévalué, pour un chiffre inférieur au montant nécessaire pour remplacer cette immobilisation.

(82) Gael Fain : *Le rajustement des bilans*, inf. 22 août 1928.

Cette attitude de l'administration n'est pas inattaquable. La plus haute juridiction administrative du pays, le Conseil d'Etat, en a formulé une autre. En matière de charges extra-contractuelles dans les services publics, le Conseil d'Etat a notamment précisé que « l'amortissement industriel doit être calculé sur la valeur de remplacement ». L'arrêt qui a consacré ce système dès avant la stabilisation a été rendu, le 23 janvier 1925, à propos de l'affaire de « communes de Marcenat et Condat-en-Fenier contre sieur Gratacap (83) ».

« Si les experts chargés de calculer l'indemnité due aux concessionnaires du service public ont à bon droit compris au nombre des charges qui doivent être rapprochées des recettes, l'annuité nécessaire pour permettre aux concessionnaires de renouveler l'outillage qui deviendrait inutilisable avant la fin de la concession..., ils ont, par conséquent, inexactement calculé le montant de cette annuité; ils ont, en effet, arbitrairement attribué à ce matériel sa valeur initiale d'achat..., alors que la dépense à prévoir pour son remplacement s'était accrue, ce qui aurait dû amener le concessionnaire à affecter annuellement des sommes plus importantes au renouvellement futur de l'outillage. »

L'attitude de l'Administration fiscale devrait bien se modeler sur les vues exprimées par la plus haute juridiction administrative, surtout après la stabilisation légale qui a reconnu la baisse de la monnaie. On peut, par cette voie

(83) Billiet, *op. cit.*, p. 7.

prudente et élastique, accorder aux entreprises la possibilité d'augmenter leurs amortissements.

Par conséquent, même cet argument, le plus solide des partisans de la réévaluation obligatoire, est loin d'avoir une portée absolue. Comme l'argument précédent, celui de l'obtention des crédits bancaires, il est susceptible d'être porté au crédit du compte des adversaires de la réévaluation obligatoire.

Beaucoup d'entreprises, contraintes par la Loi de réévaluer leurs actifs, pourraient être extrêmement gênées par la charge des amortissements. Nous avons observé avec quelle prudence ont agi les industriels tchécoslovaques si favorisés qu'ils aient été par la réforme. Le législateur commettrait donc une imprudence dangereuse en prescrivant la réévaluation à toutes les entreprises, sans discernement de leurs situations respectives; or, ce discernement est pratiquement impossible. Voilà pourquoi il faut laisser les administrateurs et les chefs d'entreprises décider, d'après la marche de leurs affaires, s'ils peuvent ou non supporter la charge qui leur incombe en cas de réévaluation.

Dans ce système de réévaluation facultative, il faut en outre éviter l'erreur du législateur belge qui a fixé un terme trop court pour la réévaluation.

Il y a enfin une autre objection encore qu'on peut faire au caractère obligatoire de la réévaluation : c'est que la spéculation boursière est susceptible de compromettre l'équilibre acquis sur le marché des valeurs, par suite des

abus auxquels peuvent conduire les éléments désormais trop gonflés de l'actif.

C'est avec raison que M. Raïssac (84) dit que le rajustement des bilans est susceptible de provoquer chez le public un excès de confiance, puisque le public ne discerne souvent pas entre ce simple rajustement et l'accroissement de substance. On voudra spéculer sur les titres des Sociétés, souscrire à des augmentations de capital, etc. L'équilibre du fonctionnement de l'entreprise et du commerce des titres peut être facilement compromis au cas de réévaluation obligatoire; et c'est le législateur qui en serait responsable.

Au contraire, en cas de réévaluation facultative, cette responsabilité incomberait au chef d'entreprise; mais ce dernier aurait, par ailleurs, la faculté de prévenir avec succès les conséquences dangereuses de la réévaluation et de ménager la transition au nouveau régime à un moment propice.

Pour toutes ces considérations, nous sommes d'avis qu'il faut rejeter le caractère obligatoire de la réévaluation.

Résumons notre exposé.

La réévaluation doit être facultative.

Les plus-values résultant de la réévaluation doivent être totalement exonérées d'impôts.

Le délai pendant lequel les entreprises seront autorisées à réévaluer doit être assez long pour leur permettre de s'adapter facilement aux nouvelles conditions.

(84) Op. cit., p. 44, cf. aussi l'art de cet auteur dans *Les Echos*, n° 724, 3 novembre 1929, p. 19, notamment col. 2.

Tels sont les principes qu'on pourrait suggérer au législateur.

Quant à l'économie de la réforme, quelles idées directrices peuvent être mises en relief ?

Les Sociétés doivent avoir la possibilité de décider elles-mêmes si elles doivent affecter leur plus-value à un fonds spécial de réserve, ou à l'augmentation du capital, ou combiner ces deux méthodes.

L'expérience tchécoslovaque nous a montré quelle a été l'utilité de ce libre choix entre les deux méthodes.

Une entreprise riche (mettons si vous voulez le Creusot ou le Crédit Lyonnais), dont la situation est déjà établie depuis longtemps, n'a aucun intérêt à augmenter son capital et à modifier les répartitions de ses bénéfices. Dans ce cas, les plus-values seront balancées de préférence par un poste spécial de réserve.

Au contraire, une Société puissante mais jeune (mettons, si vous voulez, Citroën), et qui veut établir plus fermement son crédit, en profitant de l'opération pour manifester sa puissance, trouvera une méthode plus appropriée dans l'augmentation du capital (85).

Quels sont les postes de l'actif qui sont susceptibles de réévaluation ?

(85) Tels sont notamment les procédés auxquels ont eu recours respectivement les célèbres Etablissements Skoda d'un côté, qui ont créé une réserve spéciale, et Berghutten de l'autre. Cette dernière, au capital de 100 millions de couronnes, a réévalué à 691 millions de couronnes, en augmentant son capital. (Cf. *Europe Nouvelle* citée, pp. 250 et 251, col. 1 et 2.)

Toutes les immobilisations acquises avant 1926.

Quant à la limite maximum de réestimation qui peut être déterminée utilement pour éviter les abus, on peut indiquer une méthode générale.

Mais tout d'abord, parmi les mobilisations, il est utile de distinguer entre les immeubles et les installations d'un côté, et les outils et les machines de l'autre, les marchandises n'ayant pas besoin d'être réévaluées, attendu que la période de stabilisation qui précède leur a donné à peu près leur valeur réelle.

1° Pour les immeubles et les installations, les réévaluer d'après leur prix actuel ne sera pas une méthode rationnelle pour les bilans; ce prix ne convient en effet qu'aux bilans de liquidation. Il sera préférable de les réévaluer d'après leur prix de revient, majoré suivant le coefficient de dépréciation comparé à la date d'achat. Telle sera la limite maximum de leur réévaluation.

2° Quant aux outils et aux machines, il sera plus rationnel de les amortir d'après leur valeur de remplacement, attendu qu'ils sont susceptibles d'être remplacés pendant l'exploitation même de l'entreprise. Par conséquent, il faut les réévaluer d'après leur prix actuel sur le marché et non d'après le prix de revient, même corrigé, compte tenu des amortissements antérieurs.

Voilà, à notre avis, la mesure dans laquelle le législateur devra intervenir. Les chefs d'entreprises sauront profiter de l'initiative et de la liberté qui leur seront laissées pour opérer eux-mêmes le rétablissement rationnel et progressif de

leurs moyens de production et de leurs méthodes de contrôle, et ce, d'autant plus que nous sommes en France, où l'initiative privée et la liberté individuelle ont été la source des plus grands progrès.

Vu : Le Président de la Thèse,
EDGAR ALLIX.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIX. — *Traité élémentaire de Science des finances et de législation financière française* (1926).
- ALLIX. — *Sans Fil*, 18 et 25 juillet, 1^{er} août 1928 : La stabilisation et la réévaluation des bilans.
- ALLIX et LECERCLÉ. — *L'impôt sur le revenu* (Rousseau, Paris 1926).
- ARTHUYS. — *Traité des sociétés commerciales*, 1906.
- Roger AUBOIN. — *Europe Nouvelle*, 23 février 1929 : Après la réforme monétaire, la réévaluation des bilans.
- F. BAUDHUIN. — *Europe Nouvelle*, 23 février 1929, p. 245 : La réforme des bilans après l'assainissement monétaire en Belgique.
- Ant. BASCH. — *Europe Nouvelle*, 23 février 1929 : La loi tchécoslovaque sur les bilans de stabilisation.
- Pierre BAYART. — *Revue d'Economie Politique*, septembre 1928 : Les problèmes de la stabilisation dans les bilans.
- Pierre BAYART. — Les effets de l'inflation sur le bilan, au point de vue fiscal, 2^e éd., Paris, 1926.
- Ernest BILLIET. — *La réévaluation des bilans* (Action Nationale), Paris, 1929.
- Georges BONNET. — *Europe Nouvelle*, 23 février 1929 : Quelles seraient les conséquences fiscales d'une réévaluation des bilans ? — Enquêtes en Belgique, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Allemagne et Pologne.
- CHARPENTIER. — *Traité pratique des bilans*, 1921.
- CHAVENEAU. — *Les bilans* (3^e éd., 1929).
- Ch. DEFRENOIS. — *Répertoire Général du Notariat*, n^o 20, 1928 : Sociétés : enregistrement, réévaluation de l'actif social, bilans, etc.
- DESCHAMPS. — *Des vérifications et des expertises en comptabilité*, 1924.
- Julien DURAND, député. — *Journal des Chambres de Commerce*, 10 avril 1929 : La réévaluation des bilans.
- Gaël FAIN. — *Information*, 22 août et 8 novembre 1928 : Le rajustement des bilans.
- Alfred GUERLET. — *Le franc vaut-il le franc ? Stabilisation et rajustement des bilans*.
- J. HAMEL. — *Journal des Sociétés Civiles et Commerciales* : La réévaluation des bilans (janv. et fév. 1929).
- Kurt HEINIG. — *Die Goldbilanz*, Berlin, 1925.
- HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité général théorique et pratique des Sociétés financières* (6^e éd., Sirey, Paris, 1927).
- JANNIN. — *Information*, septembre 1928 : La réévaluation des bilans.
- JARD et BEDENNE. — *La réglementation des bilans*, 1928.
- Gaston JÈZE. — *Echos*, 8 juillet 1928, 12 août 1928.
- M. KELLERSOHN. — *Information*, 20 nov. 1928 : L'impôt sur la réévaluation.
- A. LEBRUN. — *France Economique et Financière*, 4 février 1928 : Stabilisation et bilans : le point de vue comptable.
11 février 1928 : Stabilisation et bilans : le point de vue boursier et fiscal.
21 juillet 1928 : A propos de la réévaluation des bilans.

- LEGER. — Le redressement des bilans en franc-papier. (Editeur Dequeker.)
- Paul LHESPITAOU. — La comptabilité et la réévaluation des bilans, manuel théorique et pratique. (Editeurs Marcel et Rivière.)
- Jean MABIT. — La restauration monétaire et les bilans. (Editeur Hachette, 1928.)
- MEARY. — *Economie Nouvelle*, mars 1929 : De la réévaluation des bilans.
- A.-P. DE MIRIMONDE. — *Banque*, juillet 1928, pp. 409 et suiv.
- M. PALMADE. — *Le Capital*, 26 juillet 1928 : Le problème des bilans.
- J. PERQUEL. — *Le Capital* : Problème de la réforme des bilans.
17 avril 1928 : Les exemples étrangers.
30 avril 1928 : L'exemple de l'Autriche.
8 mai 1928 : Hongrie, Esthonie, Tchécoslovaquie.
25 mai 1928 : Yougoslavie et Hongrie.
9 juin 1928 : Belgique et Luxembourg.
29 juin : La Pologne.
- Ch. PONCET-SABATIER. — Les variations monétaires et leurs influences sur les bilans. (Thèse, Paris, 1927.)
- QUESNOT. — *Administration financière*, 1927.
- RAFFEGEAU et A. LACOUT. — Etablissement des bilans-or. (Editeur PAYOT, 1926).
- J. RAISSAC. — Doit-on ou non réévaluer l'actif des bilans ? 1929. — *Echos*, 3 novembre 1929 : Comment réévaluer les bilans ?
- Jacques RAMIN. — Bénéfices et bilans au point de vue fiscal. (Thèse, Paris, 1928.)
- M.-J.-B. ROCCA. — *Journal des Economistes*, 16 janvier 1929 : La réévaluation des bilans. Rapport à la Chambre de Commerce de Marseille.
- Ch.-Marie SABATIER. — La mesure des affaires, bilans-or, réévaluation d'actif, théorie et expériences allemandes. (Editeur Sirey.)
- D^r Hjalmar SCHACHT. — *Die Stabilisierung der Mark*, 1927.
- E. SCHMALENBACH. — *Grundlagen dynamischer Bilanzlehre*, Leipzig, 1925 (3^e éd.).
- Adam SMITH. — *Wealth of nations*.
- THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial*.
- THALLER et PERCEROU. — *Traité de Droit commercial*.
- René THÉRY. — *Economiste Européen*, 20 juillet 1928 : Le problème des réévaluations d'actifs et de passifs après la stabilisation.
- L. THOMAS. — La revision des bilans à l'issue de la période d'instabilité monétaire. (Editeur Dequeker.)
- G. VALOIS. — L'Etat, les finances et la monnaie, 1925.
- A. WAHL. — *Journal des Sociétés*, 1900..., 1907..
- WARLOMONT et WALLEMACQ. — La revalorisation des bilans des Sociétés commerciales. (Editeur Rivière, 1928).
- X... — *Revue Economique et Financière*, 18 et 25 août 1929 : Bilans-or ou bilans réévalués (vers l'impôt sur le capital).
- XXX... — *Revue Politique et Parlementaire*, 10 juillet 1928 : Réévaluation de l'actif des Sociétés après la stabilisation de la monnaie.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	7
-----------------------	---

CHAPITRE PREMIER

La répercussion de la dépréciation monétaire sur l'activité des sociétés

SECTION I

Triple fonction de la monnaie. — Troubles de ces fonctions par l'effet de la dépréciation. — Etude du phénomène en Allemagne. — Première période de l'inflation. — Tendances générales accusées dans l'activité économique. — Impossibilité des calculs ordinaires dans les opérations commerciales ayant pour point de départ le prix de revient. — Théorie du coût de remplacement	15,
--	-----

SECTION II

Deuxième période de l'inflation allemande. — Les fonctions de la monnaie, étalon de valeur et valeur réelle, disparaissent : son rôle d'agent de circulation subsiste. — Les Sociétés tendent à placer leurs capitaux disponibles en immobilisations. — Excès des immobilisations. — Amortissements impossibles. — Accroissement du nombre des Sociétés, leurs titres étant envisagés comme une valeur réelle. — Pénurie des capitaux et des fonds de roulement, dépréciation des immobilisations.	29
--	----

SECTION III

La comptabilité pendant l'inflation et les bilans or. — La proposition Schmalenbach. — Analyse de la résolution du « Reichsverband der Deutschen industrie »	38
--	----

CHAPITRE II

Mesures prises dans les différents pays pour la réévaluation des bilans

SECTION I

Généralités. — Base de réévaluation. — L'indice du change ou l'indice des prix de gros. — Méthode continue de correction des opérations comptables. — Méthode progressive et méthode rétrograde de réévaluation. — Réévaluation obligatoire et réévaluation facultative. 47

SECTION II

Mesures prises en Allemagne pour la réévaluation. — Leur influence à l'étranger, notamment en Autriche et en Pologne. — Résultats de ces mesures 60

SECTION III

Réformes des bilans en Tchécoslovaquie, en Belgique et en Yougoslavie. — Raisons de ces réformes. — Leur caractère particulier, leurs traits communs. — Le problème économique et le problème fiscal.. . . . 71

CHAPITRE III

Le Problème de la Réévaluation en France

SECTION I

Généralités. — Caractère de la stabilisation du franc. — La question de la plus-value de l'actif avant la stabilisation. — Caractère particulier de la comptabilité en France. — Etat actuel du problème de la réévaluation. — La contrepartie au passif de la plus-value de l'actif. — Le problème fiscal.. . . . 93

SECTION II

Economie nationale et économie fiscale. — La réforme des bilans doit-elle être faite en faveur du fisc ou en faveur de la prospérité nationale ? La réévaluation obligatoire ou facultative. — Critique de la réévaluation obligatoire. . .	128
BIBLIOGRAPHIE.	147

